

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N°3 / SEPTEMBRE 2008
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch



**Mékong – les oubliés
de la croissance**

**Kirghizistan : un petit entrepreneur
face aux fonctionnaires**

**Qu'apportent exactement les
partenariats entre institutions
publiques et économie privée ?**

DOSSIER



MÉKONG

Les aléas de la modernisation au Laos

Un reportage montre que la croissance fulgurante de l'Asie du Sud-Est ne profite pas de la même manière à tous les habitants de la région

6

Combat quotidien contre la traite des êtres humains

Entretien avec Siriporn Skrobanek, présidente de la Foundation for Women, à Bangkok

12

La révolution de bambou

Le bambou recèle un immense potentiel pour les petits paysans et l'industrie dans le bassin du Mékong. Un vaste projet soutient sa production et sa transformation.

14

Reconstruit plus grand et plus beau qu'avant

L'Aide humanitaire suisse a financé la reconstruction d'un hôpital dans le nord du Liberia. Elle en assurera le fonctionnement pendant cinq ans.

24

FORUM



Qui profite vraiment des partenariats public-privé ?

La collaboration entre institutions publiques et économie privée est-elle réellement en mesure de donner une impulsion décisive à la lutte contre la pauvreté ?

26

Le père de famille

L'écrivaine haïtienne Éveline Trouillot raconte le désespoir d'un chômeur qui ne peut plus nourrir les siens

29

HORIZONS



Un entrepreneur au milieu du chaos

Le Kirghizistan, pays pluriethnique d'Asie centrale, se débat pour venir à bout de son héritage soviétique, qui pèse notamment sur l'initiative privée

16

Ce qui compte, c'est la reconnaissance

Shaarbek Amankul évoque les changements intervenus dans son pays sur le plan culturel

20

DDC

Des résultats concrets au profit des pauvres

Martin Dahinden, directeur de la DDC, évoque des rencontres passionnantes, les priorités stratégiques et les mesures de réorganisation

21

Du bois à l'électricité en passant par le gaz

La Suisse redéfinit son engagement en Inde, ce qui a un impact direct sur les projets qu'elle soutient

22

CULTURE



«L'éducation, une question de vie ou de mort»

Un entretien avec Angélique Kidjo, star mondiale de la world music, au sujet de son engagement notamment en faveur de l'éducation en Afrique

30

| | |
|---|----|
| Éditorial | 3 |
| Périscopes | 4 |
| DDC interne | 25 |
| Au fait, qu'est-ce que le suivi de projet ? | 25 |
| Service | 33 |
| Impressum | 35 |

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



Le revers de la croissance sur les bords du Mékong

Avec ses taux de croissance supérieurs à 10 pour cent et son boom industriel, l'Asie du Sud-Est est l'une des régions du monde qui progressent le plus rapidement. Elle est traversée par le Mékong, qui s'étire sur près de 5000 kilomètres. Artère vitale, le fleuve arrose la Chine, le Myanmar, le Laos, la Thaïlande, le Cambodge et le Viêt-nam. Il fertilise leurs terres, avant de se jeter dans la mer de Chine méridionale.

Au cours des dernières années, ce sont surtout la Chine, le Viêt-nam et la Thaïlande qui ont connu un formidable essor économique. Leurs deux voisins que sont le Laos et le Cambodge, plus petits, profitent aussi de cet envol. Dans le sillage du Viêt-nam, ils sont en train de s'intégrer complètement au marché mondial – sur le plan économique. On produit, on cultive et on construit de plus en plus. Un nombre croissant de touristes viennent dépenser leur argent et, ainsi, garnir le porte-monnaie des habitants.

Mais la médaille a aussi son revers : dans bien des cas, le progrès remet fondamentalement en question les modes de vie traditionnels. Attirés par l'essor des villes ou les promesses d'un pays voisin, des petits paysans quittent les campagnes avec toute leur famille. Ceux qui restent deviennent des ouvriers journaliers et se voient subitement contraints de cultiver du caoutchouc ou des bananes, au lieu du riz. D'autres encore – souvent des minorités ethniques – sont chassés de chez eux par la

construction d'un barrage. Ce déplacement ébranle leurs assises non seulement culturelles, mais aussi linguistiques. Les nouvelles voies de communication, plus directes et plus rapides, facilitent certes le commerce, mais elles privent aussi les groupes locaux de leur contrôle sur les ressources. Presque tous les pays de la région sont en outre confrontés à l'immigration illégale, à la traite des êtres humains et à la corruption.

Notre dossier sur la région du Mékong (à partir de la page 6) analyse les énormes défis posés par le développement de l'Asie du Sud-Est et montre comment les populations y font face. Le reportage au Laos illustre bien les tiraillements entre la tentation de s'accrocher au passé et le besoin d'aller de l'avant. L'entretien avec Siriporn Skrobaneck met en lumière les divers aspects de l'immigration illégale et de la traite des êtres humains. Enfin, l'article consacré au potentiel du bambou présente les priorités des activités suisses dans la région : bonne gouvernance, développement économique, amélioration des conditions de vie à la campagne et gestion durable des ressources naturelles.

Harry Sivec

Chef médias et communication DDC

(De l'allemand)



Redux/éiff

Du soleil et du vent

(bf) Presque un tiers de la population mondiale vit sans électricité, une proportion qui ne fait que croître, étant donné l'explosion démographique dans les pays en développement. Ceux-ci sont donc très intéressés par les technologies bon marché, fiables et écologiques, qui leur permettraient de fournir aux régions rurales et reculées l'énergie électrique dont elles ont un cruel besoin. Cet intérêt pour des systèmes durables de production de courant a fait grimper en flèche la demande de centrales électriques hybrides, qui associent en général l'énergie éolienne et solaire. Selon une étude, la valeur des centrales hybrides que l'on va construire chaque année d'ici 2010 dans le monde équivalra à environ 900 millions de dollars. Génératrices de courant, petites éoliennes et centrales solaires sont les trois principales technologies intervenant dans ces systèmes. Elles peuvent être combinées l'une avec l'autre ou utilisées simultanément. Nouvelle réjouissante pour les pays en développement : la forte progression de la demande n'a pas seulement stimulé la recherche et amélioré les technologies ; elle a aussi fait baisser le prix de ces centrales.

De la muscade pour piéger les mouches

(jls) Depuis quatre ans, les man-

guiers d'Afrique occidentale sont attaqués par des mouches d'origine asiatique qui piquent les fruits pour y pondre des œufs. Au Sénégal, les producteurs perdent jusqu'à 60% de leurs récoltes. Les exportations ont chuté de moitié. Des chercheurs africains, français et américains se mobilisent, mais ils n'ont pas encore trouvé de parade à ce fléau. Dans un village situé à 90 kilomètres de Dakar, un paysan est persuadé que ses vergers seront épargnés cette année. Samba Faye a en effet mis au point une arme « secrète », après avoir observé que les mouches étaient attirées par la muscade : il verse dans une bouteille en plastique un mélange de poudre de muscade, d'eau et d'insecticide ; puis il découpe l'extrémité du récipient et la retourne vers l'intérieur, pour former un entonnoir dans lequel s'engouffrent les insectes.

Le piège est accroché sur le manguier. Pape Diédhiou, président du Comité national de lutte contre les mouches de fruits, reconnaît les atouts de ce système, « d'autant que les pièges industriels coûtent cher et ne sont pas disponibles sur le marché local ».

Boom touristique dans le Sud

(bf) Le tourisme mondial a atteint un nouveau record en 2007, avec 898 millions de déplacements, toutes destinations confondues. Selon les dernières données de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), cela représente une augmentation de 6,2% par rapport à l'année précédente. Le tourisme est un secteur économique qui gagne en importance dans les pays à faible revenu. Un nombre croissant de voyageurs choisissent comme destination des pays pauvres, qui ont tout spécialement besoin des recettes du tourisme. En 2007, ils ont été 44 millions à se rendre dans un pays d'Afrique (+8%). Le Moyen-Orient, région nettement plus riche, a accueilli pour sa part 46 millions de touristes. C'est toutefois en Asie que l'on a enregistré les plus fortes hausses d'arrivées internationales : 20% en Malaisie, 19% au Cambodge, 16% au Viêt-nam, 15% en Indonésie, 13% en Inde et 10% en Chine.



Pietro Cerini/Panos/Strates



Le cortège

Les guérisseurs réhabilités

(jls) La médecine traditionnelle est désormais reconnue officiellement au Rwanda. Les guérisseurs sortent de la clandestinité, ils s'organisent en associations et partagent leur savoir avec les étudiants en pharmacie de l'Université nationale ou avec l'Institut rwandais de recherche scientifique et technologique (IRST). Cet organisme étatique délivre des agréments qui autorisent les tradipraticiens à exercer et à ouvrir des pharmacies ou des cliniques. Partant du constat que la médecine moderne est toujours plus coûteuse, les scientifiques examinent les possibilités de la pharmacopée traditionnelle, laquelle jouit d'une grande confiance dans la population. Certaines préparations, comme les sirops antitussifs à base d'essence d'eucalyptus, sont cou-

ramment utilisées dans les zones rurales. L'IRST étudie en laboratoire des remèdes locaux. Si ses examens démontrent l'efficacité d'une substance, celle-ci peut être fabriquée et commercialisée légalement. Le guérisseur qui l'a présentée touche 10% du prix des ventes.

Revenus garantis grâce aux lamas

(bf) L'élevage de lamas, d'alpagas et de vigognes recèle un potentiel économique non négligeable pour beaucoup de communautés rurales boliviennes. C'est en tout cas la conviction du Fonds international de développement agricole. Cette organisation onusienne finance un projet qui vise à valoriser l'économie agricole des camélidés dans les zones andines. Son objectif est d'augmenter les revenus des éleveurs, en particulier des femmes et des

jeunes, et de leur assurer de meilleures conditions de vie. Au total, quelque 14 000 familles devraient bénéficier des différentes facettes du projet. En mettant des fonds à disposition, celui-ci favorise notamment la création de micro-entreprises. Il soutient la production de viande, de cuir et de laine, la transformation des produits (en textiles de qualité, par exemple),

de même que l'écotourisme. La viande séchée de lama, ou *charque*, est très appréciée en Bolivie. Aujourd'hui déjà, quelque 6000 femmes en produisent, surtout dans les montagnes. Grâce à une aide technique qui permettra d'améliorer le traitement, l'emballage et l'accès au marché, cette production pourrait doubler dans les années à venir.



Reporters/laif



DOSSIER



Les aléas de la modernisation au Laos

Au cours des dernières années, les pays du Sud-Est asiatique se sont distingués par le rythme impressionnant de leur croissance économique. Les locomotives de cette évolution sont le Viêt-nam et surtout la Chine, son puissant voisin. Un reportage au Laos montre que l'essor ne profite pas de la même manière à tous les habitants de la région. De Daniel Kestenholz*.

La province de Luang Namtha, au nord-ouest du Laos, jouxte la frontière chinoise. En 2002, ce coin de pays n'avait pas encore d'électricité, donc pas de réfrigérateurs ni de téléviseurs. Les routes n'étaient pas asphaltées et pour venir de loin, il fallait prendre l'un des trois vols hebdomadaires assurés par un vieux coucou chinois transportant quinze passagers. En 2003, les Chinois sont arrivés, et avec eux l'argent et l'électricité. Les habitants ont alors acheté des téléviseurs et des antennes paraboliques. Ils ont été subitement submergés par des chaînes laotiennes, thaïlandaises, chinoises ou anglo-saxonnes, comme CNN et la BBC, et par leurs interminables feuilletons.

En 2005 a débuté la construction de la route qui relie la Chine à la Thaïlande à travers le Laos. Inaugurée en mars dernier, la R3a passe par la ville de Luang Namtha, chef-lieu de la province du même nom. Ce tracé a décroisé la région, ramenant de dix à trois heures la durée du voyage jusqu'à la frontière thaïlandaise. Des territoires entiers, jusque-là quasi inaccessibles, espèrent voir leur niveau de vie s'améliorer grâce au commerce et aux investissements. À elle seule, la province thaïlandaise frontalière de Chiang Rai escompte décupler d'ici 2018 le volume de ses échanges commerciaux avec le Laos et la Chine.

Chinois, routards blonds et enfants laotiens

Il a suffi de quelques mois, depuis l'ouverture de cette route, pour que le transit des poids lourds à travers Luang Namtha augmente de manière spectaculaire, comme d'ailleurs le nombre de touristes et d'autres voyageurs. Du nord affluent les Chinois et du sud les touristes occidentaux. Cela a stimulé l'esprit d'initiative des autochtones, qui ouvrent des snack-bars, des auberges, des magasins. À Luang Namtha, les touristes chinois photographient les

blonds Occidentaux porteurs de sacs à dos, lesquels immortalisent des enfants laotiens dans leurs vêtements multicolores. Ces derniers, de leur côté, s'en vont quémander des friandises auprès des Chinois. Un véritable chassé-croisé d'exotismes.

Bienvenue dans le nouveau Laos qui se transforme en profondeur après un isolement de plusieurs décennies. Si les Chinois investissent massivement dans la province de Luang Namtha, les Vietnamiens concentrent leurs apports financiers sur l'est du pays, tandis que les Thaïlandais privilégient le sud-ouest. Par contre, le Cambodge et le Laos s'ignorent comme s'ils se trouvaient sur des continents différents, malgré une frontière commune de quelque 200 km. Le Laos, qui reste provisoirement un paradis de l'écotourisme, est aussi un trésor d'exotisme. On recense 25 minorités ethniques rien qu'autour de Luang Namtha. Mais c'est un exotisme asymétrique qui voit s'affronter passé et présent, traditions et progrès.

Les régions de montagne sont peuplées d'ethnies dont la plupart ne parlent pas la langue officielle et ne savent ni lire ni écrire ni calculer. Presque inaccessibles il y a quelques années encore, certaines de ces zones ont été mises en contact avec la civilisation moderne par des programmes de déplacements de population, la construction d'infrastructures et l'installation de plantations.

Plantations controversées de caoutchouc

Le Laos vit actuellement une révolution silencieuse, provoquée surtout par les cultures sous contrat. Ce nouveau système est pratiqué à large échelle par de grands groupes, principalement chinois, qui vendent des semences puis achètent les récoltes. Il est depuis longtemps chose courante au Viêt-nam pour les cultures industrielles et l'élevage porcin. Au Laos, des contrées entières fondent

La sclérose politique du Laos

La mondialisation suit son cours. Le Cambodge prévoit d'ouvrir une Bourse en 2009; la croissance vietnamienne continue sur sa lancée. Le Laos, lui, reste figé dans son isolement. Comme l'a confirmé le huitième congrès du parti communiste en 2006, il faut toujours posséder sa carte de membre pour avoir une chance de faire carrière et d'acquiescer un statut social. La contrebande de bois, d'autres matières premières et d'animaux sauvages vers le Viêt-nam, la Chine ou la Thaïlande continue de prospérer sans apporter de recettes fiscales au Laos. Le geste d'ouverture le plus courageux de Vientiane demeure l'adoption dans les années 80 du Nouveau mécanisme économique. Cette réforme a également permis l'arrivée de l'aide étrangère. Ce n'est pas l'idéologie qui empêche les dirigeants laotiens d'engager des réformes, mais la crainte qu'une ouverture n'affaiblisse le parti. Celui-ci reste entièrement orienté sur ses voisins et alliés communistes. La Chine et le Viêt-nam sont les principaux – pratiquement les seuls – investisseurs étrangers au Laos.



leurs espoirs sur ce modèle. La denrée « magique » est le caoutchouc, dont les Chinois ont un appétit insatiable. Une famille peut vivre décemment avec trente hévéas, affirme-t-on en Chine. Des Laotiens misent tout sur cette source de revenus.

Des contrats se concluent également pour la culture du manioc destiné à être transformé en carburant, ainsi que celle de la canne à sucre, de la pastèque, du soja, du maïs et de la banane. Mais c'est indiscutablement la production de latex qui a le plus d'impact sur la population et l'environnement. On s'inspire de l'exemple du Yunnan, de l'autre côté de la frontière : cette province chinoise, autre-

fois pauvre, a fait son chemin grâce au caoutchouc, disent les Laotiens. Actuellement, des coentreprises chinoises offrent même gratuitement les semences et les engrais.

C'est après huit ans que l'hévéa peut être incisé pour la première fois. Habituellement, les paysans laotiens touchent 70 pour cent de la recette et la société chinoise 30 pour cent. Les plantations peuvent être exploitées soit sous contrat, soit en régie propre, ou encore dans le cadre de concessions. Mais un moratoire bloque depuis plusieurs mois l'attribution de concessions. Le gouvernement se rend bien compte que cette culture engendre



République démocratique populaire lao

| | |
|----------------------------|---|
| Population | 6,7 millions d'habitants |
| Capitale | Vientiane |
| Superficie | 236 800 km ² |
| Secteurs d'activité | 80% de la population travaille dans l'agriculture, 20% dans l'industrie et les services |
| Espérance de vie | hommes: 54 ans femmes: 58 ans |

Royaume du Cambodge

| | |
|----------------------------|---|
| Population | 14,2 millions d'habitants |
| Capitale | Phnom Penh |
| Superficie | 181 040 km ² |
| Secteurs d'activité | 75% de la population travaille dans l'agriculture, 25% dans l'industrie et les services |
| Espérance de vie | hommes: 60 ans femmes: 64 ans |

République socialiste du Viêt-nam

| | |
|----------------------------|--|
| Population | 86,1 millions d'habitants |
| Capitale | Hanoi |
| Superficie | 329 560 km ² |
| Secteurs d'activité | 55% de la population travaille dans l'agriculture, 26% dans les services et 19% dans l'industrie |
| Espérance de vie | hommes: 69 ans femmes: 74 ans |

Émigration vers la Terre promise

Pour les paysans et les montagnards pauvres du Laos, ce ne sont toujours pas la Chine ou le Viêt-nam qui font figure de Terre promise, mais la Thaïlande. Une fois la récolte engrangée, il n'y a plus rien à faire dans les villages. Ceux qui ont trouvé du travail en Thaïlande – dans des plantations ou des fabriques – peuvent en général se construire une maison à leur retour, voire s'acheter une voiture. La migration, due à la pauvreté et à l'absence de perspectives, alimente toute une industrie de l'exploitation, basée sur des intermédiaires et des trafiquants d'êtres humains. Le Laos et la Thaïlande ont commencé en février 2006 à coopérer afin de surveiller leur frontière commune et de retrouver les victimes de ce trafic, en particulier les femmes et les enfants. À fin 2007, le Laos avait reçu 168 avis de disparition et 28 personnes étaient réapparues en Thaïlande. C'est par dizaines de milliers que des Laotiens risquent chaque année le voyage dans l'inconnu. Beaucoup disparaissent, d'autres ne veulent plus rentrer au pays.

toutes sortes de problèmes. Les contrats sont souvent flous. L'utilisation de la terre suscite des conflits entre les producteurs ou entre les villages.

Autres répercussions: on détruit des biotopes naturels et des surfaces boisées; l'afflux d'argent attise la corruption; de plus, «l'immigration croissante de main-d'œuvre chinoise en relation avec le caoutchouc constitue un problème à ne pas sous-estimer», observe Peter Reckhaus, de l'agence de coopération allemande GTZ. Les maigres salaires des fonctionnaires sont en soi un facteur de corruption, fléau qui continue de jouer un rôle important au Laos.

Migration intérieure – calamité ou progrès ?

Par ailleurs, les plantations d'hévéas doivent être implantées sur des terrains équipés en infrastructures et il n'est pas rare qu'elles provoquent des déplacements de population. Or, les programmes gouvernementaux de réinstallation, bien qu'ils promettent un avenir meilleur aux populations concernées, entrent fréquemment en conflit avec les priorités des organisations d'aide internationales. Les projets de développement réalisés par ces dernières ont généralement pour principe de main-

tenir les minorités ethniques dans leur milieu d'origine, afin de sauvegarder leurs coutumes et leurs traditions.

Les sociologues Ian Baird et Bruce Shoemaker ont étudié cette problématique. Selon leurs conclusions, la plupart des déplacements n'ont pas lieu sur une base volontaire – étant donné la nature politique du régime communiste au pouvoir – et ils engendrent une homogénéisation culturelle qui ne fait qu'aggraver la pauvreté.

L'anthropologue Holly High, spécialiste de l'Asie du Sud-Est, rejette cette thèse qui repose, à ses yeux, sur un «romantisme de la pauvreté». Elle a interrogé des membres de l'ethnie hmong, déplacés à Vieng Say et dans les environs. Certes, ces gens lui ont confirmé qu'ils n'avaient pas eu le choix entre partir et rester. «Cependant, ils repoussent vivement et unanimement l'idée de retourner dans leurs anciens villages», affirme Holly High. La réinstallation présente certains attraits, en particulier la présence de routes, d'écoles et d'hôpitaux. En raison de leur pauvreté, les personnes déplacées se sentiront encore longtemps exclues de ce nouvel environnement, mais la transplantation leur apporte aussi l'espoir d'échapper à la misère. Selon Holly High, la quasi-totalité d'entre elles considèrent leur



Nathali Higer/laif



Marcel & Eva Malherbe/laif



The New York Times/Redux/laif



Chris Stovers/Panos/Strates

Le Mékong, une artère vitale

Le Mékong va mal. Ce fleuve de 4500 km, qui prend sa source dans les montagnes tibétaines, nourrit directement ou indirectement 100 millions d'êtres humains. Dans les années record, on y a pêché 1,3 million de tonnes de poisson, quatre fois plus qu'en mer du Nord. Le Mékong ne fait pas qu'irriguer les champs de riz vietnamiens, c'est aussi une source d'énergie ainsi qu'une voie de transport et de commerce. La Chine a construit de nombreux barrages sur son cours supérieur. Le Laos avait des projets analogues, mais la surexploitation du fleuve réduit son débit à zéro sur de longues distances durant la saison sèche; et on a vu l'eau de mer remonter jusqu'à 50 km à l'intérieur des terres, menaçant la riziculture vietnamienne. La Commission du Mékong a lancé un cri d'alarme: «Si l'exploitation du fleuve continue ainsi, elle risque de causer des dégâts irréversibles aux forêts, à la biodiversité, au stock de poissons et à la qualité des sols.» Le Laos a suspendu ses projets de construire 23 barrages sur le Mékong, qui devaient faire de lui «la centrale électrique de l'Asie du Sud-Est».

migration comme une étape vers la modernité, car elles ont ainsi de meilleures chances d'envoyer leurs enfants à l'école et de trouver un emploi en dehors de l'agriculture. «Les programmes de réinstallation offrent un vaste champ d'interprétation, qui va du consensus à la contrainte. Mais ces gens veulent du changement plutôt que de rester sur place, figés dans leurs anciennes coutumes.»

Holly High conseille aux organisations d'aide de ne pas remonter le temps, de ne pas combattre par principe les transferts de population. Elle les invite plutôt à s'attaquer aux causes de la pauvreté et de l'inégalité, responsables des taux dramatiquement élevés de morbidité, de mortalité et de marginalisation parmi les populations déplacées. Selon l'anthropologue, la politique du gouvernement laotien, que les agences internationales appellent «la tragédie des déplacements», n'est pas la cause mais le symptôme de la pauvreté.

Du riz gratuit pendant une année

D'autres efforts de modernisation, entrepris par le Laos, sont également source de conflit. C'est le cas des nombreux projets de barrages destinés à l'électrification du pays et à l'exportation de courant – contre devises – vers les pays voisins comme la Chine, la Thaïlande ou le Viêt-nam. On discute depuis des années du projet hydroélectrique Nam Tha 1 sous conduite chinoise: la construction du barrage entraînerait le déplacement de plusieurs milliers

d'habitants et détruirait un riche patrimoine culturel. Celui-ci comprend par exemple des temples tricentenaires, pour lesquels on cherche maintenant à obtenir la protection de l'Unesco. La vallée doit être inondée sur 110 km. Aux habitants des 28 villages destinés à être engloutis, les Chinois ont offert des indemnités qui correspondent à un pour cent de l'investissement global. Chacune des 260 familles concernées recevra du riz durant une année, ainsi que 75 tôles ondulées, des matériaux de construction (bois et ciment), un buffle et l'équivalent de 1500 dollars en espèces.

Mais ce barrage ne ferait pas que détruire les villages reculés de quelques minorités. Il bouleverserait complètement les structures commerciales de villages lü et lao qui ont fondé leur prospérité depuis deux siècles sur le trafic fluvial. Les marchandises devraient être transportées non plus par bateau, mais par camion et les bateliers perdraient leur source de revenus. En outre, le lac de retenue engloutirait d'innombrables écoles, dispensaires et systèmes d'adduction d'eau dont la construction a été financée par des œuvres d'entraide européennes et des bailleurs de fonds, comme l'Union européenne, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement.

Toutes ces infrastructures avaient été réalisées pour améliorer les conditions sanitaires et l'éducation de la population locale, des montagnards qui avaient dû se réinstaller le long du fleuve. «On peut ima-



Markus Kirchgessner/laif

giner à quel point il est difficile pour ces gens de 's'installer' vraiment quand les investissements des dix dernières années dans leurs nouveaux villages sont jetés à la poubelle», relève l'ethnologue français Olivier Évrard.

Regard ambivalent sur le tourisme

Malgré les interrogations que suscitent les à-coups du développement, on a vraiment l'impression que les choses vont de mieux en mieux à Luang Namtha. Véhicules à moteur, vélos, paraboles, maisons aux toits métalliques, petits tracteurs et vêtements modernes constituent autant d'indicateurs visibles d'une prospérité croissante.

La situation s'améliore aussi au Viêt-nam et au Cambodge, en particulier sur le plan de la santé grâce à l'augmentation du personnel soignant et des dispensaires, même dans les zones reculées. Le personnel est mieux formé, l'approvisionnement en eau plus efficace et les villages enfin dotés d'installations sanitaires.

La rénovation actuelle de l'aéroport de Luang Namtha, avec des pistes adaptées à de plus gros avions, apportera un nouvel élan à la région. Elle s'ajoute à l'axe de communication Nord-Sud, à l'extension du réseau électrique et au succès des cultures sous contrat. Ces facteurs combinés annoncent de profonds bouleversements sociaux dans la province, qui n'affecteront pas seulement les minorités. Récemment, le gérant d'un petit hôtel

pour écotouristes a disparu dans des circonstances mystérieuses; selon les villageois, il avait fait campagne contre les Chinois investissant dans les plantations de caoutchouc. Pour certains, cette affaire est typique de la paranoïa du régime communiste qui redoute l'influence occidentale, surtout dans les régions reculées. Le magazine réputé *Irrawaddy* l'a commentée ainsi: «D'un côté, le Laos accueille le tourisme pourvoyeur de devises; de l'autre, il craint pour sa sécurité quand des touristes veulent explorer le pays à leur guise.»

Au Viêt-nam, les communistes font preuve depuis longtemps d'un pragmatisme prudent et ne portent plus l'étoile rouge que vis-à-vis de l'extérieur. En revanche, le Parti révolutionnaire populaire lao bloque des réformes essentielles – notamment sur le contrôle social strict qui fige le pays depuis l'arrivée au pouvoir des communistes en 1975.

La disparition de l'hôtelier de Luang Namtha témoigne précisément des contradictions dans lesquelles le Laos se trouve empêtré sous ses vieux dirigeants: le pays s'est coupé du reste du monde, mais ne veut pas le rester. Un difficile exercice d'équilibre. ■

**Daniel Kestenholz est le correspondant en Asie de divers médias, dont le quotidien allemand «Die Welt». Il vit et travaille à Bangkok depuis 1994.*

(De l'allemand)

L'ancienne Indochine attire les touristes

Les Français appelaient Indochine leur territoire colonial qui englobait le Laos, le Cambodge et le Viêt-nam. Après une période de régression causée par son isolement et par des guerres, la région a commencé à s'ouvrir dans les années 90. Les touristes ont suscité chez ces populations coupées du monde un désir de changement et de progrès. Au Laos, le tourisme est devenu la principale source de devises, rapportant environ 150 millions de dollars par année. Le pays, visité par 14 400 touristes seulement en 1990, prévoit d'en accueillir 1,6 million en 2020. Cette industrie est également le secteur économique le plus dynamique du Cambodge, qui enregistre pratiquement 1,5 million d'entrées annuelles aujourd'hui, contre 219 000 en 1997. Le Viêt-nam, ancienne puissance dominante de l'Indochine, se détache nettement de ses voisins, avec presque 4,2 millions d'entrées par an. Mais ce grand pays prospère reste méfiant à l'égard des étrangers: malgré des signes d'ouverture, il continue de maintenir ces derniers à distance avec des dispositions restrictives en matière de séjour, d'investissement ou de droits de propriété.

Combat quotidien contre la traite des êtres humains

Première puissance économique de la région du Mékong, la Thaïlande est un pôle d'attraction pour les pauvres des pays voisins. Hélas, les candidats à l'émigration sont souvent victimes de trafiquants. En dépit des accords bilatéraux qui visent à canaliser les flux migratoires, la Thaïlande compte environ trois millions d'immigrants illégaux – en majorité des femmes et des enfants. Siriporn Skrobanek se bat depuis des années contre la traite d'êtres humains. Entretien avec Fred Grimm*.



Siriporn Skrobanek vient en aide depuis plus de 25 ans aux femmes et aux enfants en situation difficile. Spécialiste des questions de migration, elle est aujourd'hui présidente de la Foundation for Women (FFW), à Bangkok, après en avoir été durant 17 ans la secrétaire générale. Très engagée dans la lutte contre la traite des êtres humains, elle a contribué à mettre sur pied l'Alliance globale contre le trafic des femmes (GAATW), un réseau mondial dont elle a été la coordinatrice pendant six ans. La FFW exerce des activités de lobbying et intervient auprès des autorités pour défendre les droits des femmes et des enfants défavorisés. Elle soutient les victimes des trafiquants. Ses membres font régulièrement des visites au centre de l'immigration de Bangkok, où de nombreux étrangers entrés clandestinement en Thaïlande attendent d'être expulsés.

Un seul monde : Quelle influence les accords bilatéraux ont-ils sur la problématique de la migration ?

Siriporn Skrobanek : Ils peuvent contribuer à réguler les flux migratoires, à encourager les entrées légales dans un pays et à fournir aux migrants une meilleure protection juridique. C'est ainsi qu'en 2006 la Thaïlande et le Laos ont passé un accord destiné à aider les victimes des passeurs : une personne reconnue comme telle n'est pas punie et elle a droit à une assistance sociale jusqu'à ce qu'elle retourne dans son pays. Des conventions analogues sont actuellement discutées avec le Viêt-nam et la Malaisie.

Comment a-t-on réalisé ces progrès ?

En Thaïlande, ce sont les organisations non gouvernementales (ONG), plus particulièrement la Foundation for Women (FFW), qui ont ouvert la voie. Depuis de nombreuses années, elles font un travail de lobbying et défendent les victimes des trafiquants et de l'immigration illégale. Des ONG thaïlandaises ont aussi participé très activement et avec succès aux efforts entrepris à l'échelle internationale pour juguler ce fléau.

La traite des êtres humains reste pourtant un problème aigu. Des incidents tragiques surviennent régulièrement lors des transports de clandestins vers la Thaïlande. Récemment encore, 54 Birmans – dont 36 femmes et un enfant – sont morts asphyxiés dans un camion frigorifique. Comment empêcher de tels drames ?

Ces événements tragiques continueront de se produire aussi longtemps que les problèmes fondamentaux du pays d'origine ne seront pas résolus et que les conditions de vie resteront aussi misérables. Cependant, les obstacles à l'entrée légale attirent les trafiquants. Ainsi, l'accord bilatéral sur le travail entre la Thaïlande et le Myanmar est assorti de conditions politiques. L'une d'elles, posée récemment par



Reporters/lat

le gouvernement birman, exige que le candidat à l'émigration s'annonce auprès des autorités et approuve la nouvelle Constitution avant d'obtenir l'autorisation de partir. Les accords officiels ne suffisent pas à protéger les victimes de la traite. Les ONG doivent travailler ensemble, par exemple pour retrouver les familles des victimes ou combattre l'exploitation des migrants. Bien entendu, il est aussi nécessaire de coopérer avec les autorités afin de rechercher les criminels, surtout lorsque ceux-ci font l'objet de poursuites judiciaires. La collaboration mise en place récemment avec des ONG suscite l'espoir que les victimes de la traite seront mieux protégées et les trafiquants poursuivis plus efficacement. Mais soyons réalistes, le principal problème reste le suivant : souvent, on attrape

seulement le menu fretin et non pas ceux qui tirent les ficelles.

Les victimes de la migration illégale et de la traite sont très souvent des femmes et des enfants. Beaucoup de femmes sont-elles contraintes de se prostituer?

Au début, la prostitution est souvent pour elles le seul moyen de gagner un peu d'argent avant de trouver du travail en fabrique, comme employée de maison ou dans un restaurant. Autrefois, beaucoup de femmes originaires des régions pauvres de la Thaïlande tombaient dans les filets des trafi-

(le nord et le nord-est du pays), qui étaient alors recrutés par l'industrie du sexe à Bangkok. En 1984, nous avons mené une campagne contre la prostitution enfantine. Les lois qui en sont résultées ont aidé à combattre ce problème. Il faudrait donc que la société civile du Myanmar, du Laos ou de la Chine s'attelle aussi à ce problème. Mais je me rends bien compte que c'est très difficile dans des pays où la société civile est quasiment inexistante et où la prostitution est souvent un sujet tabou.

Par quels moyens est-il possible de combattre la migration illégale et la traite des



Bettina Filmer/laif

quants. La situation a changé depuis que la législation thaïlandaise a été améliorée. Mais l'industrie du sexe a constamment besoin de nouvelles victimes. Elle est actuellement alimentée par un nombre croissant de femmes et d'enfants en provenance du Myanmar, du Laos et de la province chinoise du Yunnan.

L'industrie du sexe a pris une dimension régionale. Quelles possibilités voyez-vous de combattre cette forme spécifique de traite des êtres humains?

La société civile thaïlandaise – en particulier des ONG comme la FFW – a attiré l'attention de l'opinion publique sur ce grave problème il y a 20 ans déjà. Elle a ainsi exercé une pression sur les autorités, leur demandant de mieux protéger les jeunes femmes et les enfants des régions pauvres

êtres humains dans les pays d'origine? Quel rôle peut jouer à cet égard la coopération au développement?

J'ai rédigé pour la DDC un rapport (ndlr: voir texte en marge) dans lequel je propose d'identifier les groupes «marginalisés». Ceux-ci appartiennent souvent à des minorités ethniques – des populations très pauvres, peu éduquées et qui n'ont guère accès aux soins de santé. Il serait bon de lancer un projet pilote qui aborderait les différents aspects de cette problématique et créerait les moyens de mener une vie décente sur place. ■

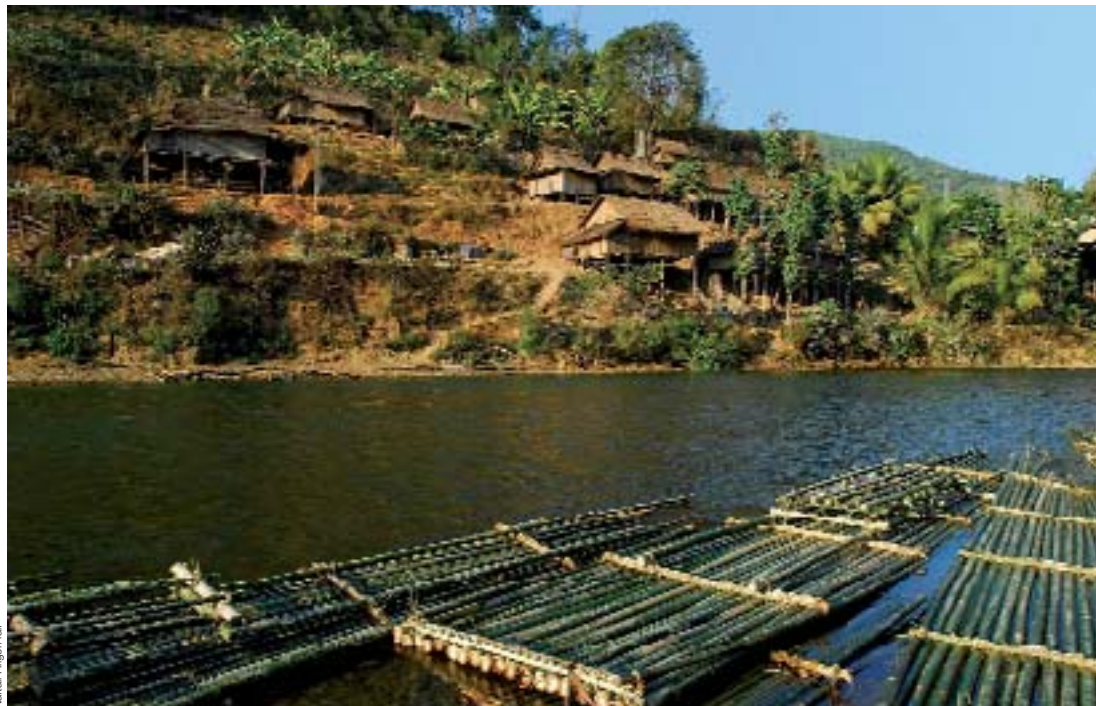
(De l'anglais)

**Fred Grimm, journaliste indépendant, est basé à Bangkok. Il travaille pour différents médias.*

Étude sur la traite des êtres humains au Laos

À la demande de la DDC, Siriporn Skrobanek a réalisé une étude sur la traite des êtres humains, surtout des femmes et des enfants, au Laos. Elle y présente des propositions quant à la manière dont la DDC pourrait soutenir – par de l'assistance technique et des projets concrets – la lutte des autorités laotiennes contre la traite des êtres humains. Il apparaît évident que la réglementation nationale doit être améliorée, notamment le droit pénal ainsi que la loi sur la protection et l'émancipation des femmes. M^{me} Skrobanek propose également d'identifier les régions dont les habitants sont particulièrement affectés par le phénomène de la migration. Il s'agira non seulement d'y faire un travail d'information, mais aussi de réaliser des projets de développement destinés à améliorer les conditions de vie. Enfin, il importe de mieux protéger et soutenir les personnes qui rentrent au pays. Cela passe, par exemple, par l'organisation de cours d'initiation au travail social. La DDC prévoit de s'engager dans ce domaine en Asie du Sud-Est.

La révolution de bambou



Natalia Higer/lat

La Suisse et le bassin du Mékong

Élaborée conjointement par le SECO et la DDC, la stratégie suisse de coopération 2007-2011 dans la région du Mékong englobe quatre pays : Laos, Viêt-nam, Cambodge et Myanmar. Ses priorités sont la bonne gouvernance, le développement économique, l'amélioration des conditions de vie dans les zones rurales et la gestion durable des ressources naturelles. L'aide suisse se chiffre à 38 millions de francs par année, dont 30 millions viennent de la DDC et 8 millions du SECO. Les quatre États du bassin du Mékong font partie de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Ce sont les membres les plus pauvres de ce regroupement économique régional. Leurs points communs sont d'ailleurs nombreux : ces pays se caractérisent par des régimes socialistes fortement centralisés qui gouvernent une société plutôt hétérogène, parsemée de minorités ethniques. De plus, une part considérable de leur population vit dans des régions de montagne souvent d'accès difficile.

Le bambou recèle un immense potentiel pour les petits paysans et l'industrie dans le bassin du Mékong. Cette tige à croissance rapide est en effet un substitut idéal du bois. Utilisée judicieusement, elle peut contribuer de façon déterminante à la lutte contre la pauvreté. Un vaste projet de promotion du bambou commence à porter ses fruits. De Maria Roselli.

Le doux bruissement des bambous balancés par le vent est porteur d'espoir pour des centaines de milliers de petits producteurs dans le bassin du Mékong. Quand des marchands viennent s'approvisionner dans les villages, les cultivateurs ont enfin la possibilité de regarnir leur bourse et, peut-être, d'entrer pour la première fois dans le circuit économique. Un projet de Prosperity Initiative – programme mis sur pied par l'œuvre d'entraide internationale Oxfam – va contribuer à améliorer leur bien-être. « Dans les dix années à venir, entre 1 et 1,5 million d'habitants de la région devraient échapper à la pauvreté grâce à la promotion du bambou », affirme Barbara Jäggi Hasler, chargée de programme à la DDC.

Produits diversifiés pour le marché international

Jusqu'à présent, l'exploitation des forêts de bambous au Viêt-nam, au Cambodge et au Laos se limitait à un nombre restreint de produits, principalement des meubles, des corbeilles, des baguettes ou des pousses destinées à l'alimentation. Il s'agit maintenant de diversifier la production et de fabriquer des marchandises plus rentables pour le marché international.

Au cours de la phase pilote du projet, réalisée dès 2004 dans la province vietnamienne de Thanh Hoa, les experts ont constaté que le simple fait de renoncer aux produits de papeterie pour fabriquer des revêtements de sol a considérablement accru les revenus : « Exprimée en chiffres, cette production s'est avérée cinq fois plus efficace que la papeterie en termes de lutte contre la pauvreté », explique Nigel Smith, responsable de Prosperity Initiative (PI). La réduction de la pauvreté est bien l'objectif principal de ce projet cofinancé par la DDC.

Il s'agit d'optimiser le secteur du bambou par des interventions ciblées sur toute la chaîne de valeur ajoutée et de contribuer à l'industrialisation des zones rurales. PI a effectué une analyse du marché, qui prend en compte les différentes étapes de la chaîne. Les résultats prédisent à cette filière un important potentiel de croissance.

Le modèle chinois

Afin d'analyser ce potentiel et de planifier judi-



cieusement les interventions, les experts ont fait une comparaison avec le même secteur en Chine. Dans le puissant pays voisin, l'industrie du bambou est en constante progression depuis le début des années 90. Elle occupe aujourd'hui le premier rang à l'échelle mondiale. La modernisation de l'industrie chinoise et le boom de la construction lié à la haute conjoncture ont eu pour effet de diversifier et d'accroître considérablement la production de bambou : ce matériau sert à réaliser des échafaudages, des revêtements de sol, des cloisons intérieures, parfois même des maisons entières.

«De nouvelles méthodes de transformation font du bambou un substitut idéal du bois et nous en profitons, car la demande de bois augmente sans cesse alors que la production va en diminuant», relève Nigel Smith. Le bambou présente plusieurs avantages par rapport au bois. Par exemple, il pousse très vite et demande peu de soins. Comme la région du Mékong est riche en forêts de bambous, les petits paysans ont toujours misé sur cette plante, mais jusqu'ici, ils l'exploitaient de manière peu professionnelle. En outre, ils dépendaient des marchands qui pouvaient faire pression sur les prix en raison de la faible demande.

Moins de déchets, plus de profits

«Nous avons remarqué que dans la filière de production chinoise, plus rentable, les paysans ne vendent pas leur récolte directement aux fabricants, mais à un centre de traitement», explique Nigel Smith. Cette étape intermédiaire est déterminante pour l'optimisation du secteur, car elle permet

d'élever sensiblement le niveau de rendement. Cela tient à la nature même du bambou, dont seules certaines parties conviennent pour un produit donné.

L'industrie – notamment celle du meuble – utilise uniquement la partie résistante de la plante. Auparavant, les paysans vietnamiens vendaient leur production directement aux industriels. Mais les fabricants de meubles, par exemple, ne peuvent rien faire avec la pointe du bambou, qui n'est pas assez robuste. Comme ils jetaient simplement les parties inutilisées de la canne, des montagnes de déchets s'accumulaient.

Oxfam estime qu'environ la moitié des bambous récoltés par les petits paysans du Mékong finissaient jusqu'ici au rebut. En Chine, par contre, où l'on utilise la plante de manière plus efficace, cette proportion n'est que de cinq à dix pour cent. C'est pourquoi l'on a créé des centres de traitement dans la région du Mékong, qui coupent et trient les bambous mécaniquement, selon les différents besoins de l'industrie.

Cette optimisation de la production n'est qu'un exemple de la manière dont le projet opère aux différents niveaux de la chaîne de valeur ajoutée. Nigel Smith porte déjà son regard au-delà des bambous : «Nous sommes en train d'examiner si une promotion des secteurs du thé et du tourisme aurait des vertus analogues en matière de lutte contre la pauvreté.» ■

(De l'allemand)



Thomas Grabka/laif

Thomas Grabka/laif

Un entrepreneur au milieu du chaos

Le Kirghizistan traverse une période de turbulences, qui a débuté bien avant la Révolution des tulipes du printemps 2005. Ce pays pluriethnique d'Asie centrale se débat pour venir à bout de son héritage soviétique. Nombre d'habitants ne vivent que de petits boulots. D'autres émigrent. Pour ceux qui tentent de construire leur avenir sur place, le parcours est semé d'embûches. De Marcus Bensmann*.

Il y a quelques années, cette ancienne fabrique au centre de Bichkek, la capitale kirghize, était jonchée de débris et les courants d'air s'engouffraient par les fenêtres brisées. De son côté, Ravil Boukharov, un Tatar de 38 ans, en avait assez de galérer d'un petit boulot à l'autre et rêvait d'exercer un véritable métier. Comme on ne trouve pas d'emploi dans ce pays situé au pied du massif du Tien Shan, il a décidé de s'en créer un. Au printemps 2005, il a empoigné un balai et s'est mis à nettoyer les halles de la fabrique désaffectée. Quelques semaines plus tard, la Révolution des tulipes chassait le régime du président Askar Akaïev pour le remplacer par un autre.

Cette rocade à la tête de l'État a déclenché une crise politique interminable : les gouvernements et les premiers ministres se sont succédé, parfois à quelques semaines d'intervalle, tandis que les manifestations et les émeutes maintenaient le pays en ébullition. Ravil Boukharov s'est trouvé mêlé, bien malgré lui, à ces remous politiques qui ne cessent de mettre à l'épreuve son esprit d'initiative. Pendant que son pays sombrait dans le chaos, il a réaménagé les ateliers vides. Il y a installé une petite fabrique, qui produit des bandes de gaze.

Des machines recyclées en Chine

Autrefois, cette fabrique servait à l'assemblage de



Thomas Gabet/af



Jahad Ngar/The New York Times/Redux/af



machines. Après le démantèlement de l'Union soviétique en 1991, les produits industriels du Kirghizistan n'ont plus trouvé preneur. Dans un premier temps, la direction a suspendu le versement des salaires, puis elle a licencié les ouvriers. Nombre d'entre eux ont émigré en Russie ou en Allemagne. Ceux qui sont restés sur place ont fini par s'en sortir tant bien que mal avec des petits boulots occasionnels.

Durant les premières années de l'indépendance, personne ne s'est préoccupé des machines et des outils qui rouillaient dans les halles de la fabrique. Par la suite, des marchands ambulants ont chargé cette ferraille sur des véhicules branlants qui ont pris la destination de la Chine, après avoir franchi les cols du Tien Shan. La désindustrialisation de cette petite république, l'une des plus pauvres d'Asie centrale, a ainsi contribué à satisfaire l'énorme appétit de son puissant voisin oriental pour les matières premières.

Lorsque l'Union soviétique s'est effondrée, Ravil vivait avec sa famille dans le sud du Kirghizistan, près du barrage de Toktogul. Le Tatar, dont les grands-parents ont été déportés en Asie centrale sous Staline, a déménagé à Bichkek au début des années 90.

Son premier travail a consisté à conduire un taxi privé : il sillonnait la ville en quête de clients, qu'il emmenait à destination pour l'équivalent d'un franc suisse. Cependant, l'argent ainsi gagné ne suffisait pas. Ravil Boukharov était venu dans la capitale avec sa mère, ses beaux-frères, ses cousins, etc.

Il leur fallait un logis et de l'argent pour vivre. Tous les membres de la famille cherchaient donc désespérément du travail. Les femmes se sont engagées dans des usines textiles, mais sans recevoir de salaire. Pour être payées, elles devaient vendre dans la rue les vêtements qu'elles fabriquaient.

Du taxi aux bandes de gaze

Dans les États d'Asie centrale, faire du commerce est devenu le seul moyen de gagner un peu d'argent. Pendant quelque temps, Ravil a servi de chauffeur à un banquier russe, mais la banque a fait faillite et le Russe a disparu sans lui verser les arriérés de salaire.

Sur ce, Ravil a décidé d'aller acheter une voiture en Allemagne. Ayant rassemblé l'argent nécessaire avec quelques amis, il s'est rendu dans la Ruhr, un territoire où d'imposantes usines sont désaffectées... tout comme dans son pays. Dans un marché de voitures d'occasion, il a acheté une Volkswagen. Puis il a parcouru les 6000 kilomètres du retour à travers la Russie et la steppe, versant au passage des pots-de-vin à des fonctionnaires corrompus, pour finalement arriver à Bichkek au bout de huit jours. Ravil a revendu son véhicule en faisant un bénéfice d'à peine 400 dollars, après avoir traversé presque la moitié de la planète.

Cette fois, le Tatar en a eu assez de ces petits boulots qui fournissent de quoi subsister pendant un ou deux jours, mais pas au-delà. « Il me faut quelque chose de plus fiable, un travail qui ait de l'avenir », s'est-il dit.





Carolyn Drake/Panoe/Strates

L'histoire récente

Les protestations suscitées par les élections de février 2005 au Kirghizistan ont d'abord paru anodines. En mars, les manifestants sont toutefois parvenus à prendre le contrôle de Jalal-Abad et Och, villes du sud du pays. Leur succès a miné le régime du président Askar Akaïev, qui s'est enfui à Moscou. Kourmanbek Bakiev et Félix Koulov se sont alors partagé le pouvoir. En été 2005, une élection a confirmé Bakiev au poste de président par 90% des voix. L'opposition a réuni ses forces pour combattre le nouveau pouvoir. Des meurtres ont secoué le pays. En novembre 2006, une marche de protestation a obligé le président à signer une nouvelle Constitution qui faisait du Kirghizistan une démocratie parlementaire. Un mois plus tard, Bakiev en a toutefois modifié le contenu et a limogé le premier ministre Félix Koulov. Ce dernier a pris la tête de l'opposition contre le président, mais ses efforts ont échoué au printemps 2007. Les élections parlementaires de novembre 2007 ont donné la victoire à l'Ak Schol, le parti de Bakiev.

Avec sa nouvelle épouse Gulbahor, il a arpenté les rues et les bazars de la capitale kirghize, afin d'identifier ce dont les gens avaient besoin et que tous deux pourraient fabriquer. Le couple a fini par mettre le doigt sur le bon produit : quelle que soit la situation économique, on doit panser des plaies ; les hôpitaux et les pharmacies ont donc besoin de bandes de gaze ; or, faute de production nationale, toutes celles qui se vendaient alors au Kirghizistan étaient importées.

Après avoir acquis les connaissances nécessaires, Ravil Boukharov a bricolé des machines destinées à découper, stériliser et conditionner le coton. Ayant obtenu l'autorisation d'occuper l'ancienne fabrique, il a dressé des cloisons, installé des fourneaux et commencé à produire. Les hôpitaux et les pharmacies se sont rués sur ces bandes de gaze bon marché, commandant sans cesse de nouveaux produits. Le Tatar a engagé dix femmes qui emballent, jour après jour, la marchandise.

Des fonctionnaires flairent le filon

En grandissant, l'entreprise a donné une nouvelle vie aux ateliers, ce qui n'a pas manqué d'attirer les serviteurs de l'État. Si quelqu'un se met à gagner de l'argent au Kirghizistan, ceux-ci veulent aussi en profiter. Les visites se sont succédé : les fonctionnaires ont remis en question le contrat de location, contrôlé l'assurance-incendie, etc. Ravil Boukharov ne pouvait plus se contenter de gérer son entreprise, mais devait aussi la défendre.

Le jeune entrepreneur a écrit des suppliques. Puis il a cherché à entrer en contact avec le premier ministre Félix Koulov, pour lui parler de sa fabrique et lui dire que l'État devrait soutenir son projet au lieu de l'anéantir. Souhaitant obtenir un rendez-

vous, Ravil Boukharov s'est rendu au palais du gouvernement, mais beaucoup d'autres l'avaient précédé : des manifestants réclamaient à tue-tête le départ du premier ministre ou du président. Après la Révolution des tulipes, au printemps 2005, le mot *ketzen* (va-t'en !) est devenu le plus usité au Kirghizistan. Un jour, on voyait les parlementaires descendre dans la rue, le lendemain, c'était au tour des mineurs, des bandits ou d'une nouvelle alliance d'opposition. L'avenir politique du pays se faisait et se défaisait à la tribune des rassemblements.

Ravil Boukharov et sa petite entreprise ne figuraient pas sur la liste des priorités gouvernementales. Mais le Tatar, animé d'une volonté de fer, a réussi en décembre 2006 à se frayer un chemin jusqu'à l'antichambre de Félix Koulov. Dans une lettre, le premier ministre lui a assuré qu'il pourrait garder les ateliers désaffectés. Hélas, ce succès a été de courte durée : quelques semaines plus tard, Félix Koulov a été démis de ses fonctions et sa lettre a perdu toute valeur.

Les dix ouvrières produisent aujourd'hui encore des bandes de gaze, qui sont livrées aux hôpitaux et aux pharmacies. Las de tous ces tracasseries, Ravil Boukharov ne sait toutefois pas s'il pourra sauver son entreprise. Le carnet de commandes est plein, mais la cupidité des fonctionnaires est sans bornes. ■

Marcus Bensmann, journaliste libre, travaille depuis 1995 en Asie centrale, notamment pour la « Neue Zürcher Zeitung » et des médias allemands. Il est basé à Almaty, capitale du Kazakhstan, et fait partie du réseau www.weltreporter.net.

(De l'allemand)

Le Kirghizistan et la Suisse

Interdépendances régionales et coopération

(bf) Les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale sont le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et le Kazakhstan. Active dans la région depuis le début des années 90, la Suisse a notamment contribué à faire admettre ces pays (à l'exception du Kazakhstan) au sein des institutions financières internationales : Fonds monétaire international, Banque mondiale et Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Aujourd'hui, la Suisse coopère surtout avec le Kirghizistan et le Tadjikistan ainsi que, dans une moindre mesure, avec l'Ouzbékistan. Si chaque État a suivi sa propre voie vers l'indépendance après l'effondrement du régime soviétique, les spécificités géographiques influent sur le développement de toute la région : en particulier, la gestion de l'eau et l'agriculture de ces pays sont fortement imbriquées, étant donné qu'ils partagent trois grands fleuves. Voilà pourquoi la coopération de la DDC et du SECO s'inscrit dans un programme régional, qui comprend aussi bien des projets bilatéraux que communs aux trois pays.

Le budget de ce programme se monte à 37 millions de francs en 2008, dont 20,5 millions proviennent de la DDC et 16,5 millions du SECO. Sur le plan thématique, la stratégie de coopération, qui porte jusqu'en 2010, fixe cinq domaines prioritaires. Dans chacun d'eux, des projets sont en cours.

Gestion de l'eau et réduction des risques de catastrophe – Divers projets (dont l'un porte sur la gestion intégrée des ressources en eau) visent à assurer aux paysans un accès équitable à l'eau d'irrigation. Ils contribuent non seulement à améliorer la productivité agricole, mais aussi à prévenir les conflits. La région étant régulièrement frappée par des catastrophes naturelles (tremblements de terre, avalanches et inondations), la prévention joue un rôle essentiel. L'aide humanitaire de la DDC appuie des projets dans ce domaine ainsi que des activités ayant pour but de préparer la population à des événements environnementaux inévitables.

Santé – La coopération soutient les réformes du système de santé, pour que l'ensemble de la population puisse avoir accès à des prestations médicales de bonne qualité.

Institutions et services publics – Le programme met l'accent sur la protection des droits civils et économiques (ainsi, un service de consultation juridique garantit l'accès de la population rurale à la justice). Il appuie dans ce sens la société civile

et les autorités. Par la même occasion, cette aide vise à accroître la transparence et l'efficacité des prestations publiques destinées à la population.

Infrastructures de base – Dans ce domaine, on favorise une gestion durable et économe de l'eau potable (adduction d'eau dans les zones rurales et urbaines) et de l'énergie (centrales hydroélectriques), ainsi que la remise en état d'infrastructures endommagées.

Développement du secteur privé – Cet axe d'activités, qui relève exclusivement du SECO, soutient le secteur privé, en particulier les petites et moyennes entreprises. Le programme encourage la production et la commercialisation de coton biologique. Parallèlement, il vise à promouvoir le commerce et le secteur bancaire.

Par ailleurs, un projet se réalise depuis 1998 au Kirghizistan, au Tadjikistan et en Ouzbékistan dans le **domaine de l'art et de la culture**. Soutenant la création artistique en Asie centrale – de la fabrication d'instruments traditionnels à l'artisanat en passant par le théâtre –, il sert à promouvoir non seulement la diversité culturelle, mais aussi la cohésion de ces jeunes nations qui réunissent une myriade de groupes ethniques. ■

Un pays pluriethnique

Le territoire du Kirghizistan, pays d'Asie centrale voisin de la Chine, est dominé par le massif du Tien Shan et les contreforts du Pamir. Près de 5 millions d'habitants vivent sur ce territoire de 200 000 kilomètres carrés. Mais les chiffres officiels sont à considérer avec prudence, car des milliers de personnes partent s'engager sur les chantiers du Kazakhstan ou de Russie. On estime que plus d'un demi-million de citoyens kirghizes vivent à l'étranger. Le Kirghizistan regroupe de nombreuses ethnies. Aux côtés des Kirghizes, majoritaires, on trouve des Ouzbeks, des Russes, des Allemands, des Tatars, des Ukrainiens, des Dounganes et bien d'autres groupes. Plus de 75% des habitants sont de confession musulmane. Quant au paysage politique, il a de tout temps été marqué par la rivalité entre les clans kirghizes du nord et ceux du sud, un clivage qui détermine les affrontements politiques dans le pays. Le produit intérieur brut avoisine 1600 francs par personne et par an. La dette nationale dépasse 2 milliards de francs.



Thomas Garbe/bf

Ce qui compte, c'est la reconnaissance



Shaarbek Amankul dirige le Centre d'art de Bichkek, au Kirghizistan, tout en poursuivant ses activités d'artiste indépendant. Membre de l'Association des artistes kirghizes et de l'Académie internationale de la céramique, basée à Genève, il a tissé un vaste réseau de contacts au niveau international. Shaarbek Amankul participe à divers séminaires et programmes de formation dans le monde entier. Il prend part également à de nombreux symposiums et expositions, dont il assume parfois la direction, en Asie centrale, en Europe et aux États-Unis.

Les profonds bouleversements, économiques et autres, qui ont marqué l'histoire du Kirghizistan ces quinze dernières années ont des effets dramatiques sur tous les artistes. En un rien de temps, ils nous ont privés de nos moyens d'existence. Soudain, notre avenir est devenu totalement incertain. Certes, nous avons gagné la liberté en contrepartie. C'était là un élément positif. Je l'ai moi aussi apprécié pendant quelque temps. Mais ma joie était constamment ternie par la nécessité de gagner mon pain quotidien. Pour moi, la plus grande des libertés a été l'ouverture des frontières. J'ai commencé à voyager et à créer, même en dehors de l'ex-Union soviétique. L'accès à de nouvelles informations et l'intérêt pour d'autres pays m'ont ouvert des possibilités jusqu'alors insoupçonnées : n'étant plus tenu à l'écart, je pouvais redécouvrir le monde par moi-même.

Avant l'avènement du socialisme, les Kirghizes formaient un peuple nomade et libre d'Asie centrale, qui possédait sa propre culture. J'ai repris des éléments de ce patrimoine d'abord dans mes sculptures et autres objets, puis, plus tard, dans mes installations, vidéos et performances. Il est essentiel pour moi d'essayer de relier l'héritage culturel du passé aux événements actuels et à la vie que nous menons aujourd'hui. Cette démarche est à la base de mes expériences. En même temps, l'ouverture progressive de l'art relègue la question des origines à l'arrière-plan. Car ce qui compte, pour l'artiste mais aussi pour chaque être humain, c'est de savoir où il trouve de la reconnaissance, où et comment

il peut réaliser quelque chose maintenant. Personnellement, le lieu de travail m'importe peu. J'emporte toujours mon monde intérieur avec moi, de sorte que je me sens partout chez moi. Cette faculté me vient peut-être aussi de mes ancêtres nomades.

À l'instar de toute la culture postsoviétique, les arts visuels du Kirghizistan sont aujourd'hui en quête de leur identité nationale et culturelle. Ils suivent les divers courants de la « nouvelle société » – traditionnel, novateur, nostalgique de l'ère soviétique, etc. – qui mêlent les traditions nationales aux valeurs occidentales, en y ajoutant une pointe d'esprit révolutionnaire. C'est là un processus long et complexe qui cherche à accomplir plusieurs tâches à la fois : on estime en effet qu'il est nécessaire d'une part de préserver les traditions culturelles et d'autre part de s'ouvrir au reste du monde. D'un côté, il y a l'art mondial avec toute sa diversité, de l'autre, le besoin de créer son propre univers, de trouver un modèle créatif qui lui corresponde, de rechercher une forme d'expression assez précise pour saisir une problématique encore naissante. Les tâches imposées par l'actualité exigent un changement profond et radical des mentalités. Une foule de raisons nous y invitent : la perte de repères sociaux et spirituels, l'effritement des valeurs humaines, le manque de succès, etc. Au lieu d'entreprendre cette mutation, la société reste cependant dominée par l'insécurité, la peur, l'absence de perspectives, la dérive sociale, la colère, l'agressivité et le mal-être spirituel.

Depuis quelque temps, j'ai souvent l'occasion de me rendre en Europe ou aux États-Unis et de travailler avec des artistes de différents pays, qui s'intéressent à notre culture. Cette confrontation de points de vue et de bagages culturels variés améliore la compréhension mutuelle, même si chacun reste différent de l'autre, pense et vit à sa manière, et poursuit la route qu'il s'est choisie. Rencontrer d'autres artistes m'aide souvent à clarifier mes idées et à les mettre à l'épreuve. Après avoir entendu divers avis, notamment ceux de personnes appartenant à d'autres cultures, je parviens plus rapidement à cerner ce qui est essentiel, fondamental, ce qui concerne toute l'humanité. ■

(Traduit du russe)





Des résultats concrets au profit des pauvres

Je suis arrivé début mai à la tête de la DDC. Depuis lors, il ne s'est pratiquement pas passé un seul jour sans que je fasse des rencontres et des découvertes passionnantes, ou que je participe à des échanges captivants. La tâche de directeur est aussi fascinante que je l'imaginais.

Presque au moment même où j'entrais en fonction, le Parlement entamait son débat sur la nouvelle stratégie unique en matière de coopération au développement et sur le nouveau crédit-cadre. Pour la première fois, la DDC et le SECO vont appliquer les mêmes lignes directrices.

Les priorités stratégiques de la coopération sont simples à résumer: réduction de la pauvreté, promotion de la sécurité humaine, diminution des risques sécuritaires et instauration d'une mondialisation propice au développement.

Élaborer et présenter une stratégie n'est pas ce qu'il y a de plus difficile. Le véritable défi consiste à la mettre en œuvre et à obtenir des résultats concrets au profit des pays partenaires et, surtout, de chacun de leurs habitants. C'est dans ce but qu'une réorganisation en profondeur de la DDC a été entreprise.

Réuni avant la pause estivale, le Conseil national nous a adressé un signe positif en adoptant sans opposition les objets qui lui étaient soumis. Son approbation est une incitation à être encore meilleurs là où nous faisons déjà du bon travail. Je me réjouis de relever ce défi.

Le thème de ce numéro d'*Un seul monde* me rappelle l'époque où je me rendais souvent dans la région du Mékong en tant que directeur du Centre

international de déminage humanitaire, à Genève. Mon titre d'ambassadeur ne m'empêchait pas de voyager sac au dos et muni d'une bouteille d'eau, ni d'arpenter un champ de mines sous une chaleur torride, harnaché de l'équipement du démineur.

Plus que tout autre pays du monde, le Laos, le Cambodge et le Viêt-nam restent marqués par les guerres qu'ils ont traversées. Les mines et les munitions non explosées parsèment le paysage comme des cicatrices. Mais ces conflits ont aussi laissé des traces dans les esprits et dans les mémoires. Ils continuent d'entraver le développement économique et social dans les zones rurales.

Heureusement, les choses commencent à changer. Les premiers succès de la lutte contre la pauvreté et des réformes économiques ont amorcé la transformation de la région. De nouvelles formes de collaboration sont en train d'apparaître. Et la coopération suisse au développement contribue à cette évolution. ■

Martin Dahinden
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Du bois à l'électricité en passant par le gaz



Miyam Gier (3)

L'Inde est en plein essor. Ce pays naguère miséreux se mue en une véritable puissance économique. Cependant, 400 millions d'habitants vivent encore dans la pauvreté. De telles contradictions placent les acteurs du développement face à des défis de taille. La Suisse redéfinit son aide à l'Inde, en mettant l'accent sur l'énergie et le climat. De Marie-Thérèse Karlen*.

Une collaboration prometteuse

La coopération de la Suisse avec l'Inde remonte à 1958. Depuis 1963, la DDC réalise des programmes qui ont pour priorité d'améliorer les conditions de vie et les droits des populations les plus démunies. En collaboration avec des partenaires indiens, elle a surtout engrangé d'importants succès dans l'agriculture et la mise au point de nouvelles technologies environnementales. Aujourd'hui, l'Inde est devenue une puissance aussi bien politique qu'économique. La Suisse a dès lors décidé de réduire son engagement financier et de réorienter ses priorités thématiques. Outre l'énergie et le climat, la DDC se concentrera sur la gestion du savoir, la coopération Sud-Sud et la gouvernance. Le volume de son aide sera ramené de quelque 16 millions de francs en 2007 à 8 millions par an d'ici 2010.

Jemara se niche à 25 kilomètres de Pali, dans une région vallonnée et boisée du nord de l'État indien du Chhattisgarh. Bien que le village ne soit pas raccordé au réseau public, ses 617 habitants ont l'électricité. La production locale suffit pour alimenter nonante ménages, l'éclairage public et l'école. Le courant est produit à l'aide d'un gazogène : dans cette installation, du bois brûle si lentement qu'il produit un gaz ; une fois nettoyé, celui-ci est injecté dans un moteur qui actionne la génératrice. « Ce système recèle un immense potentiel. À Jemara, il fonctionne depuis trois ans. Mais on peut encore l'améliorer. Nous poursuivons donc nos recherches », indique Jean-Bernard Dubois, responsable du Programme environnemental global à la DDC.

Des énergies propres et bon marché

Outre le gazogène, la DDC teste avec ses partenaires indiens plusieurs autres technologies basées sur des énergies renouvelables. L'objectif consiste à fournir à la population rurale une énergie dont le coût soit abordable et qui respecte l'environnement. « Le changement climatique et l'énergie sont étroitement liés à la pauvreté. Dans ces domaines,

les populations défavorisées ont plus que jamais besoin de notre appui. Il n'y a pas de développement sans accès à l'énergie. Cependant, celle-ci ne doit pas polluer davantage l'environnement, alors que le climat est déjà perturbé », explique Christoph Graf, chef de la section Asie du Sud à la DDC. Depuis les années 90, la Suisse aide donc l'Inde à développer des technologies respectueuses de l'environnement. Elle collabore par exemple avec The Energy and Resources Institute (Teri), dont le directeur Rajendra K. Pachauri a reçu le prix Nobel de la paix en 2007 en tant que président du Groupe international d'experts sur l'évolution du climat. Avec l'appui de la Suisse, le Teri et l'organisation non gouvernementale Development Alternative ont conçu divers programmes ayant trait à l'énergie. Plus de cent PME (fonderies, briquetteries, verreries) ont adopté des technologies efficaces sur le plan énergétique. Dans les années 90 déjà, la Suisse et l'entreprise indienne Godrej ont commercialisé des réfrigérateurs fonctionnant sans chlorofluorocarbones (CFC), ces gaz destructeurs de la couche d'ozone dont le trou mobilisait alors l'attention du monde entier. De tels projets ont enrichi l'expérience de la DDC en matière d'environnement.



ronnement et élargi son réseau de partenaires dans les milieux scientifiques, industriels et gouvernementaux, de même que parmi les ONG.

Électrifier 125 000 villages

«Au fil des décennies, la Suisse a établi en Inde de solides relations de confiance avec ses partenaires et elle jouit aujourd'hui d'une grande crédibilité», relève François Binder, chef du bureau de coopération de la DDC à Delhi. Récemment, il a reçu la visite de représentants de la société publique National Thermal Power Corporation (NTPC), la plus grande productrice d'énergie en Inde.

Approvisionner en énergie un milliard d'habitants n'est pas une mince affaire. L'Inde couvre aujourd'hui 70 pour cent de ses besoins par des importations. Elle occupe le troisième rang au classement mondial des pays qui émettent le plus de gaz à effet de serre. Pourtant, 125 000 villages n'ont toujours pas d'électricité. Et leur situation n'est pas près de changer, car ils se situent dans des contrées reculées. La NTPC cherche donc des solutions pour doter les villages les plus pauvres de systèmes décentralisés fonctionnant avec des énergies renouvelables. La DDC l'aidera à produire de l'électricité à partir de la biomasse (gazogène à bois, p. ex.), mais aussi de la force hydraulique.

«Cette collaboration offre à la Suisse des possibilités intéressantes et lui ouvre d'autres portes. L'Inde a surtout besoin aujourd'hui de nouvelles technologies écologiquement et socialement supportables», explique Christoph Graf. À Delhi, François Binder partage son avis: «Le gouvernement indien a suffisamment de ressources pour s'attaquer lui-même à la pauvreté. Il n'a pas besoin d'une aide fi-

nancière. En revanche, nous pouvons apporter à l'Inde des connaissances dans les domaines où elle ne possède pas ou peu de savoir-faire.»

Un partenariat équitable

La relation d'égal à égal entre la Suisse et l'Inde (voir texte en marge) recèle des chances pour les deux partenaires. Christoph Graf espère beaucoup de la réorientation de la coopération: «La DDC applique en Inde une nouvelle approche, un programme thématique qu'elle pourrait transposer à d'autres pays en développement avancés. L'idéal serait bien sûr que cela passe par une collaboration Sud-Sud.» Cependant, il ne faut pas oublier le contexte politique. «L'Inde peut parfaitement transférer du savoir-faire vers le Bangladesh. En revanche, il serait plus difficile d'établir une telle collaboration entre elle et le Pakistan.»

En concentrant ses activités sur le climat et l'énergie, la DDC soutient le géant indien dans ses efforts pour exploiter des énergies renouvelables. Cette coopération bénéficie en premier lieu aux populations rurales démunies. Mais elle profite également à la DDC, qui en tire de précieux enseignements et établit de nouveaux contacts. La Suisse contribue ainsi à résoudre un problème mondial, car il est bien connu que les effets du changement climatique ne s'arrêtent pas aux frontières nationales. ■

**Marie-Thérèse Karlen est chargée de programme à la section Politique de développement de la DDC. Elle s'est rendue en Inde dans le cadre d'une mission.*

(De l'allemand)

Un quart de la population profite du boom

Avec 1,1 milliard d'habitants, l'Inde est la plus grande démocratie du monde. Elle est aussi l'un des principaux acteurs politiques de l'Asie du Sud et accroît son influence au niveau international en s'alliant avec d'autres pays émergents. Entamé dans les années 90, l'essor économique se poursuit sans interruption, la croissance atteignant des taux de 7 à 9% par an. Le revers de la médaille, c'est que seuls quelque 260 millions d'habitants, soit un quart de la population, bénéficient du boom. Environ 60% de la population vit toujours de l'agriculture, secteur qui a contribué en 2007 pour environ 17,5% au produit national brut. En outre, l'Inde reste le pays qui compte le plus grand nombre de pauvres: 385 millions de personnes vivent avec moins d'un dollar par jour et la proportion d'enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition est passée de 45 à 47% ces dernières années (elle s'élève à 8% en Chine et à 13% au Zimbabwe).

Au-delà des clichés

Dans un ouvrage récemment paru, Richard Gerster donne un vaste aperçu de la coopération entre la Suisse et l'Inde. L'ancien directeur d'Alliance Sud, auteur de nombreuses études sur le développement, analyse l'expérience acquise, passe en revue les succès et les échecs des activités menées jusqu'ici, et présente les perspectives d'avenir.

Richard Gerster: «La coopération entre la Suisse et l'Inde – Au-delà des clichés de la pauvreté et du miracle économique», Éditions Favre, Lausanne

Reconstruit plus grand et plus beau qu'avant

Après quatorze années de guerre civile qui l'ont laissé sans infrastructures, le Liberia reconstruit son système de santé avec l'appui de la communauté internationale. L'Aide humanitaire suisse participe à cet effort. Elle a financé la construction d'un hôpital à Voinjama, dans le nord du pays, et va en assurer le fonctionnement pendant cinq ans.



Thomas Andres/DDC

Retour des réfugiés

Le Lofa, à l'extrême nord du Liberia, a été l'un des comtés les plus durement touchés par la guerre. Pratiquement tous ses habitants ont fui vers les pays voisins ou vers d'autres régions du Liberia. La paix revenue, ils ont regagné leurs villages à bord de camions affrétés par les Nations Unies. La DDC a d'emblée soutenu l'action des organisations humanitaires internationales qui ont assuré le rapatriement et la réintégration des réfugiés et des personnes déplacées. À partir de 2006, elle s'est aussi engagée de manière directe dans la reconstruction du Liberia, en se concentrant sur le comté du Lofa. Outre la réhabilitation de l'hôpital Tellewoyan, l'appui au système de santé et la réfection de routes, son programme bilatéral apporte également une contribution à la réhabilitation des écoles, tout en fournissant du travail à des artisans locaux : des menuisiers ont été chargés de fabriquer des bancs de bois, tandis que des couturières confectionnent des uniformes pour les élèves.

(jls) Comme bien d'autres bâtiments de Voinjama, chef-lieu du comté du Lofa, l'hôpital Tellewoyan a été complètement détruit pendant la guerre. Or, c'est le seul établissement de référence pour une région d'environ 440 000 habitants. Début 2006, la DDC a entrepris de le réhabiliter, de l'agrandir et de le remettre en service. Les travaux ont été réalisés par des entreprises locales sous la supervision d'un architecte suisse. Ils ont été compliqués par les difficultés d'accès à Voinjama, une ville qui est pratiquement coupée du reste du pays durant la saison des pluies.

Le nouvel hôpital a ouvert ses portes le 1^{er} mai dernier. Ce jour-là, il a accueilli neuf patients et un premier bébé est né à la maternité, il a été baptisé... Tellewoyan. La DDC s'est engagée à financer le fonctionnement de l'établissement pendant les cinq prochaines années. «Le gouvernement libérien n'en a pas les moyens. Il n'a pas non plus le personnel nécessaire, vu que le pays compte seulement trente médecins. Nous nous substituons donc temporairement à lui, mais il reprendra peu à peu le flambeau ces prochaines années», explique Thomas Frey, chargé de programme pour le Liberia à la DDC.

L'organisation International Medical Corps a reçu le mandat de gérer l'hôpital. Elle emploie des médecins kenyans et éthiopiens.

Relier les dispensaires à l'hôpital

Parallèlement, la Suisse aide le comté du Lofa à renforcer son réseau de soins de santé primaires, qui compte quarante postes de santé très isolés. Un système de communication a été établi entre ces dispensaires de brousse et l'hôpital. Informé par radio, le Tellewoyan pourra ainsi envoyer son ambulance prendre en charge certains patients. Un autre volet du programme suisse porte d'ailleurs sur la réfection de petites routes de desserte envahies par la végétation. C'est toutefois à pied que la plupart des malades continueront d'être évacués vers Voinjama. Ceux qui ne peuvent pas marcher sont transportés par leurs proches à travers la forêt sur des brancards de fortune. Le voyage jusqu'au chef-lieu peut durer plusieurs jours. ■

La DDC en chantier

(jtm) La DDC va être réorganisée en profondeur. La nouvelle a été annoncée début juin par le nouveau directeur, Martin Dahinden, un mois environ après son entrée en fonction. L'office sera ainsi mieux préparé pour mettre en œuvre la nouvelle stratégie du Conseil fédéral en matière de politique de développement, qui est fondée sur une approche unifiée. La restructuration a pour objectif de rendre la DDC plus efficace et plus opérationnelle. Celle-ci devra renforcer sa présence sur le terrain et déléguer davantage de responsabilités aux bureaux de coopération.

Dans un souci de cohérence, les services par pays, le domaine thématique et la coopération multilatérale seront regroupés au sein d'une seule structure, dotée d'un encadrement moins étoffé. Il s'agira également d'optimiser la collaboration avec d'autres

services du DFAE et de l'administration fédérale, afin de mieux valoriser le capital de connaissances et d'expertise disponible. Cette réorganisation tient compte des exigences formulées par la Commission de gestion et par le Parlement. Elle n'est pas synonyme de réduction du personnel. Les projets de réforme ont été bien accueillis par les collaboratrices et les collaborateurs, même si de nombreux points demandent encore à être précisés dans le détail.

La réforme engendre aussi une concentration thématique. Au niveau de la coopération bilatérale, la DDC entend mettre davantage l'accent sur les domaines dans lesquels la Suisse possède des compétences affirmées, par exemple la gouvernance, l'éducation et la gestion des ressources naturelles. Plusieurs défis mondiaux, comme les changements climatiques, la migration et la sécurité alimentaire, occu-

pent en outre une place croissante dans le travail de l'institution.

Le programme de relève sous la loupe

(vuc) La DDC va évaluer son programme de relève qui, depuis plusieurs années, offre à de jeunes gens la possibilité d'acquérir une expérience professionnelle dans la coopération internationale. Âgés d'environ 30 ans, les JPO (Junior Professional Officers) doivent être au bénéfice d'un titre universitaire ou équivalent et disposer d'une expérience professionnelle postlicence d'un an au minimum. L'objectif est de préparer des personnes compétentes à entrer à la DDC et dans ses organisations partenaires et de leur donner une expérience opérationnelle au siège et dans les pays d'affectation. La formation des JPO consiste en une année passée en Suisse – au siège de la

DDC ou d'une organisation non gouvernementale – puis en deux à trois années à l'étranger dans un projet ou un bureau de coopération de la DDC, dans une ONG ou une organisation internationale. Chaque année, ils sont environ une quarantaine à se trouver à un stade ou à un autre de leur affectation. Plusieurs JPO ont été engagés par la DDC au terme de leur formation : ces neuf dernières années, ils étaient 44, dont 31 femmes, les autres se répartissant dans des organisations internationales et des ONG. La DDC va bientôt procéder à une évaluation de son programme de relève. C'est la raison pour laquelle il n'y aura pas de recrutement jusqu'à ce que les résultats de cet examen soient connus. La dernière volée comprend 11 femmes et 4 hommes.

Au fait, qu'est-ce que le suivi de projet ?

(bf) Quel que soit le domaine concerné, le déroulement d'un projet comprend en principe quatre phases : la planification, la mise en œuvre, le suivi et, pour terminer, l'évaluation. Au départ, il y a une idée. Ensuite, on la concrétise en s'assurant constamment que le projet reste sur la bonne voie. Pour terminer, on vérifie si l'objectif initial a bien été atteint. Le suivi (*monitoring* en anglais) consiste donc à observer l'évolution d'un projet sur la base d'indicateurs préalablement établis et à fournir, le cas échéant, des moyens de pilotage si sa réalisation ne se déroule pas comme prévu. Pour que cette tâche puisse être effectuée de manière efficace, on définit, lors de la planification déjà, des indicateurs mesurables, par exemple en matière de finances, de personnel, de compétences, de fournitures, etc. Il ne peut donc pas y avoir de suivi sans planification et sans indicateurs. Selon le programme ou le projet considérés, la DDC met sur pied, dès la phase de planification, un système de *monitoring* plus ou moins strict. Dans le domaine financier, elle porte par exemple une attention particulière aux paiements, qui sont vérifiés chaque mois ; en revanche, il ne servirait à rien de procéder à un examen mensuel des résultats, car ceux-ci n'apparaissent que bien plus tard, notamment dans les domaines de la santé ou de

la formation. En fixant un système de suivi, il importe en général aussi de s'interroger sur son rapport coût/utilité, car la pratique montre que des procédures trop complexes ne sont guère rentables à long terme.



Jörgen Schytte / Still Pictures

Qui profite vraiment des partenariats public-privé ?

Partenariat public-privé

L'organisme allemand de développement GTZ définit les partenariats public-privé comme des « projets qui combinent les intérêts économiques de l'entreprise et les objectifs de développement ». En d'autres termes, il s'agit de partenariats entre des institutions étatiques et l'économie privée dans le cadre de la coopération au développement.

La DDC et les PPPD

Dans ses pays partenaires, la DDC travaille depuis des années avec le secteur privé local afin de promouvoir les entreprises. Ce qui a changé depuis peu, c'est qu'elle recherche aussi activement des collaborations avec de grandes entreprises et multinationales suisses. Ce faisant, elle suit le mouvement lancé par l'ONU et le Pacte mondial, qui vise à multiplier les collaborations entre organismes publics de développement et économie privée dans le but de vaincre la pauvreté. La DDC s'est dotée en 2008 d'une nouvelle stratégie concernant les partenariats public-privé pour le développement (PPPD). Elle en a défini les objectifs et le cadre, afin que ces nouveaux instruments puissent être exploités à l'avenir de manière ciblée au profit du développement. Elle intervient ainsi non seulement comme un partenaire, mais également en tant qu'intermédiaire qui encourage la création de partenariats et de réseaux dans la coopération au développement.

www.sdc.admin.ch/fr/Home/Themen/Wirtschaft_und_Beschaefigung/Privatektorbeteiligung



SSACI

La mode est aux initiatives frappées du logo magique PPP, pour «partenariat public-privé». Reste à savoir si ces collaborations entre institutions publiques et économie privée sont réellement en mesure de donner une impulsion décisive à la lutte contre la pauvreté. De Gabriela Neuhaus.

Les partenariats entre l'État et le secteur privé dans la coopération au développement s'appuient sur des arguments qui coulent de source. En effet, si l'on parvient à convaincre des donateurs privés de soutenir la lutte contre la pauvreté, cela se traduit par un apport supplémentaire de ressources financières. En outre, les PPP permettent d'exploiter des synergies et de mieux relier les projets de développement à «l'économie réelle». Ainsi, les chances augmentent de voir de tels projets s'autofinancer à moyen terme et ne plus avoir besoin de subventions.

Ceux qui critiquent les PPP craignent une instrumentalisation de la coopération au développement, laquelle finirait par profiter davantage à l'économie privée du Nord qu'aux populations démunies du Sud. «La politique d'intégration de la Banque mondiale et du FMI ayant échoué dans les pays en développement, on tente à présent d'exporter le modèle économique occidental vers le Sud par le biais des partenariats public-privé», affirme l'économiste et journaliste allemande Gian Trepp au sujet de la promotion dont les PPP font l'objet partout dans le monde.

Une lettre qui fait la différence

«Il est aujourd'hui certain que le secteur public ne parviendra pas, à lui seul, à atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement», estime pour sa part David Keller, de la section Emploi et revenus de la DDC. «L'implication du secteur privé revêt donc une importance cruciale.» Cependant, on sait aussi à la DDC que l'équité de ce type de partenariat n'est pas toujours garantie. C'est pourquoi on a ajouté au sigle initial un «D» pour développement. Ce qui donne l'appellation suivante : partenariats public-privé pour le développement (PPPD).

«De notre point de vue, ces partenariats doivent viser avant tout à atténuer la pauvreté, ce qui est l'objectif premier du développement», déclare Simon Junker, un collègue de David Keller. «Le 'D' occupe dès lors une place centrale dans notre concept. Il détermine notre évaluation des partenariats envisageables.» Quant au chef de la section Peter Tschumi, il ajoute : «Les partenariats public-privé doivent apporter une plus-value en termes de développement. C'est là notre exigence minimale.»



Christian Heeb/laif

La DDC et douze grandes entreprises alimentent le budget de l'Initiative de coopération Suisse-Afrique du Sud (SSACI). Ce partenariat public-privé permet à des jeunes de suivre une formation professionnelle dans la mécanique (page de gauche), l'hôtellerie (ci-contre), l'informatique ou la santé (page suivante).

Des assurances pour les pauvres

Pour illustrer ce type de partenariat, les représentants de la DDC citent un projet qui leur a été soumis par Zurich Financial Services. Ce groupe international souhaite promouvoir la micro-assurance dans les pays émergents et en développement. Sur la base d'expériences faites par ses filiales en Bolivie, au Venezuela et au Mexique dans la création d'assurances pour les pauvres, la Zurich voulait introduire dans son offre globale des produits destinés aux populations défavorisées. «Toutefois, nous avons très vite compris que cela exige un savoir-faire solide en matière de micro-assurance. De plus, nous n'avions pas accès à ce segment de clientèle. C'est pourquoi nous nous sommes adressés à la DDC», raconte Urs Schwartz, initiateur du projet.

Au début, le dialogue a été ardu, car les intérêts des futurs partenaires ne se recoupaient pas d'emblée : «Nous devons gagner de l'argent. Notre première intention n'a jamais été de lancer des micro-assurances pour faire de l'aide au développement», explique Urs Schwartz. Pour la DDC, au contraire, les micro-assurances sont un instrument qui peut contribuer à limiter les risques courus par les pauvres. C'est pourquoi elle a accepté la proposition de la Zurich, en posant toutefois une condition : les expériences acquises grâce aux fonds publics pendant la durée de la collaboration devront être publiées au terme du projet, prévu pour durer trois ans.

Telle était aussi l'exigence de l'Organisation inter-

naionale du travail (OIT), devenue le troisième partenaire du projet. «La collaboration avec une multinationale, comme Zurich Financial Services, nous permet de mener des études de cas qui dépassent le cadre d'un pays ou d'une action isolée. Elle peut s'avérer très efficace, car de telles entreprises sont prêtes à assumer des risques financiers considérables et à investir des ressources.» C'est en ces termes que Craig Churchill, spécialiste à l'OIT, explique son enthousiasme à l'égard de ce partenariat.

La DDC, une carte de visite

Chez Zurich aussi, on parle d'une situation dans laquelle chacun est gagnant, même si l'entreprise devra rendre publiques les compétences acquises en matière de microfinance pendant sa collaboration avec la DDC et l'OIT. «Ce partenariat nous ouvre beaucoup de portes et nous confère une grande crédibilité auprès des ONG, des gouvernements et des autorités de surveillance dans le domaine des assurances», relève Urs Schwartz.

«Cet accord n'aurait jamais dû être conclu», soutient au contraire Gian Trepp. À son avis, les exigences d'un développement durable ne peuvent pas être respectées si le système de micro-assurance est mis en place par une multinationale selon des schémas occidentaux et dans le cadre de son modèle commercial. «Lorsque l'État conclut un partenariat avec l'économie privée, il faut se demander qui en profite le plus. Dans ce cas, c'est la Zurich. En d'autres termes, la DDC offre à cette compagnie

La philanthropie et les affaires

La participation du secteur privé à la lutte contre la pauvreté s'inscrit dans une tendance mondiale. Les entreprises n'interviennent pas seulement en partenariat avec des organismes publics. De grands industriels, comme Bill Gates ou Stephan Schmidheiny, disposent de ressources financières considérables. Leurs fondations philanthropiques participent activement à la coopération au développement. Des multinationales actives dans les pays du Sud assument souvent un rôle dans le développement de l'économie et des structures locales, en particulier parce que ces améliorations se répercutent positivement sur leur propre activité commerciale. Voilà pourquoi le Conseil mondial des affaires pour le développement durable (WBCSD) a lancé le slogan «Faire des affaires avec les pauvres». Il encourage les multinationales à investir dans les pays en développement, où les possibilités de placement et de commerce sont prometteuses. www.wbcsd.org



Jürgen Schytle/Still Pictures



The BostonGlobe/Redux/lat

d'assurances, qui est en réalité américaine, tout le gain de respectabilité que représente une collaboration avec l'État suisse.»

La responsabilité sociale des entreprises

La bonne réputation et le savoir-faire de la DDC revêtent également une importance primordiale dans l'Initiative de coopération Suisse-Afrique du Sud (SSACI), lancée en 2001. Ce PPPD sert de base à des projets de développement dans les domaines de la formation professionnelle et de la promotion de micro-entreprises en Afrique du Sud. Le programme, qui porte la griffe de la DDC, a reçu en 2007 le prix du «meilleur partenariat en faveur du développement d'entreprises», décerné par le journal économique sud-africain *Big News*.

«La DDC a servi de moteur pour faire reconnaître la SSACI et reste sa principale donatrice, puisqu'elle fournit la moitié du budget», relève Ken Duncan, directeur de l'initiative. La deuxième moitié des

ressources provient de douze grandes entreprises suisses qui possèdent toutes des filiales en Afrique du Sud. «La SSACI ne compte pas nécessairement parmi leurs activités principales», relève Simon Junker pour expliquer ce qui distingue la SSACI du projet lancé dans le domaine de la micro-assurance. «En contribuant au développement, nos partenaires souhaitent assumer leur part de responsabilité sociale.»

Cependant, l'engagement de ces douze firmes n'est pas non plus totalement altruiste : une partie d'entre elles ont collaboré avec le régime d'apartheid et ont eu, par la suite, de la peine à retrouver une certaine légitimité. «La participation à la SSACI leur permet non seulement d'améliorer leur image de marque, mais également d'agrandir le réservoir de collaborateurs bien formés en Afrique du Sud, ce qui ne peut que leur profiter à long terme. Dans ce sens, les intérêts des entreprises privées coïncident pour ainsi dire avec l'objectif de la DDC, qui consiste à réduire la pauvreté», estime David Keller.

Pour Ken Duncan, ce partenariat crée aussi de nouvelles possibilités au niveau du contenu : «L'un de ses principaux atouts est de conjuguer les philosophies des secteurs public et privé. Ainsi, la SSACI a donné naissance à un forum de discussion auquel prennent part des représentants de ces deux secteurs, qui s'engagent en faveur du développement économique et social de l'Afrique du Sud.» ■

(De l'allemand)

Le père de famille

Il traverse les rues sans rien voir autour de lui. La fatigue du chômage est si lourde à porter ! Qu'on lui donne des champs à labourer, des ignames et des patates couvertes de terre à arracher au sol et il se sentira revigoré. Plein d'une bonne fatigue, celle qui amène la faim et ensuite le sommeil. Non pas celle qui le fait tourner en rond dans cette capitale de malheur où il vivote depuis sept ans. Depuis que la terre dévastée ne peut plus les nourrir.

Chez lui, dans l'unique pièce qui abrite sa femme et ses trois enfants, il laisse chaque jour la faim et l'espoir. L'espoir qu'il reviendra ce soir avec quelques sous, avec un paquet de petits pains, ceux que sa fille Katia adore, ou tout simplement avec un sachet de biscuits ronds à la mie épaisse, capable de remplir rapidement les ventres.

Cet espoir rend chaque jour ses pas plus lourds, car il sait qu'il va une fois de plus le détruire. Il sent déjà leurs regards se remplir de déception et de rancœur quand il franchira le portail de la vieille cour où d'autres laissés-pour-compte ont, comme

lui, construit vaille que vaille des bicoques à l'air aussi malheureux qu'eux. Il voit la désolation envahir leurs yeux et à chaque fois, il en ressent un coup au cœur.

Sa femme ne se tourne plus la nuit vers lui. Son ventre rond la gêne et le cœur n'y est plus. Depuis qu'il a été renvoyé de l'usine où il empaquait des maillots d'uniformes, depuis qu'il sort chaque jour à la recherche d'un emploi, sa femme se tourne rarement vers lui.

Il est prêt à faire n'importe quoi. Pour ne plus se sentir aussi inutile et impotent. Lui qui, à quinze ans, commençait sa journée dans les champs avec le bonjour des premiers rayons du soleil pour terminer avec la caresse du vent sur sa chemise trempée et séchée au rythme de sa serpette bien huilée. Il avait connu la faim, certes, mais jamais cet état de désespoir sec et brut qui vous laisse désorienté, rageur et méchant.

Oui, il se sent prêt à faire n'importe quoi. Il veut retrouver la confiance de ses enfants, voir le visage de Katia s'émerveiller en

le regardant. Il veut sentir contre lui la rondeur du ventre de sa femme, sentir bouger cet enfant qu'ils ont fait. Le dernier, ils l'ont juré comme ils l'avaient juré avant la naissance de Katia. Mais comment dire non à la vie, à l'espérance que ce nouvel être fera la différence, portera chance et sortira vainqueur du combat contre la misère ?

Moi l'écrivaine, je vois le père de famille vaciller devant une boulangerie. Sa haute silhouette cassée s'appuie contre la vitre. L'odeur du pain lui fait monter des larmes aux yeux. Ses poings se serrent. Ses yeux farouches font peur à la bonne dame qui sort du magasin avec ses sacs à la main. Dans un mouvement instinctif de protection, elle tire le bras de son petit-fils contre elle. Une seconde, le père de famille se regarde à travers les yeux de la femme. Il baisse la tête, puis se détourne de la boulangerie et de ses odeurs défendues.

L'horloge de la chapelle voisine sonne les douze coups de midi, sacralisant la faim du jour et l'échec de sa matinée. Aucune possibilité d'emploi, aucune éventualité de nourriture. Rien en perspective. Le père de famille s'avance au milieu de la rue. Hagard, la bouche sèche de tous les repas manqués, il contemple les véhicules qui roulent vers lui. Ce n'est pas tant la mort qui le tente, mais l'oubli de la défaite, le repos. ■



Évelyn Trouillot, de nationalité haïtienne, est née en 1954 à Port-au-Prince, où elle vit actuellement. Romancière, nouvelliste et poétesse, elle est également professeure de français à l'Université d'État et dans une université privée. Elle a publié des romans, des recueils de nouvelles, des recueils de poésie en français et en créole, de même qu'un essai sur l'enfance et l'État de droit en Haïti, intitulé *Restituer l'enfance* (Haïti Solidarité Internationale, 2002). Son roman *Rosalie l'infâme* (Dapper, 2003) a reçu le Prix de la romancière francophone, à Grenoble en 2004, et son premier texte théâtral *Le Bleu de l'île* a reçu le premier prix ex æquo du Prix Beaumarchais des Écritures théâtrales de la Caraïbe en 2005.



Guizou Franck/Hemispheres Images/leif

« Une femme qui a été à l'école connaît ses droits. »



« Ils me disent leur désarroi face à un avenir bouché. »



CULTURE

« L'éducation, une question de vie ou de mort »

À travers sa musique et son engagement sur le terrain, la chanteuse béninoise Angélique Kidjo se bat contre tous les maux qui accablent l'Afrique. Cette star mondiale de la world music dénonce le racisme, l'injustice ou l'émigration forcée. Elle accorde une priorité absolue à l'éducation, principal levier du développement. Entretien avec Jane-Lise Schneeberger.

Un seul monde : Vous êtes ambassadrice itinérante de l'Unicef depuis 2002. Pourquoi vous engagez-vous au sein de cette organisation ?

Angélique Kidjo : Durant mon enfance, ma mère me traînait vers les camions de l'Unicef pour me faire vacciner. Je détes-

tais cela, mais sans son insistance, j'aurais peut-être attrapé une maladie mortelle comme la poliomyélite ou la diphtérie. Mon rôle d'ambassadrice me permet de rendre à l'Afrique une partie de ce que j'ai reçu, ayant été élevée dans une famille qui connaissait l'importance des vaccins, de l'hygiène

et de l'éducation. À mon tour, j'ai voulu en convaincre d'autres parents. Beaucoup d'Africains nourrissent encore des craintes infondées à l'égard de la vaccination. Ils sont également nombreux à croire que s'ils envoient leur fille à l'école, celle-ci ne se mariera pas ou ne respectera pas son mari. Pour vaincre leurs ré-

ticences, je leur donne mon exemple : j'ai reçu une bonne éducation et pourtant je suis mariée depuis vingt ans avec un homme que je respecte.

Vous militez activement pour l'éducation des filles. Vous avez même créé une fondation qui octroie des

« On ne peut pas reprocher à ces jeunes de se décourager. »



The New York Times/Reduz/Leif



« Ma crainte, c'est que leurs frustrations dégénèrent en violences. »

bourses d'études à des adolescentes défavorisées. Comment est née cette idée?

Dans le cadre de la campagne de l'Unicef « Toutes les filles à l'école », j'avais parcouru plusieurs pays d'Afrique et parlé avec de nombreux parents. Je les avais encouragés à scolariser leurs filles, ce qu'ils ont fait. Quelques années plus tard, j'ai réalisé que nombre de ces écolières étaient contraintes d'arrêter leur formation après la cinquième année primaire, par manque d'argent ou parce que l'État ne fournissait pas les structures éducatives nécessaires. C'est ce qui m'a amenée à créer en mai 2007 la fondation Batonga. Celle-ci finance la formation secondaire et supérieure d'adolescentes très pauvres, orphelines du sida ou handica-

pées. L'an dernier, nous avons accordé des bourses à 430 filles au Bénin, en Sierra Leone, au Cameroun, en Éthiopie et au Mali. Nous construisons également des écoles secondaires. Les États africains ne font pas leur devoir en matière d'enseignement. Or, l'éducation est une question de vie ou de mort sur notre continent. Par exemple, des gens instruits veillent à ne pas laisser de l'eau stagnante la nuit à proximité de leur maison, car cela attire les anophèles, moustiques vecteurs de la malaria. Une femme qui a été à l'école connaît ses droits. Elle ose refuser des rapports sexuels sans préservatifs. Elle sait aussi qu'il faut faire bouillir l'eau avant de la verser dans le biberon d'un bébé. Peut-être aura-t-elle le courage de s'op-

poser au mariage précoce de sa fille. Dans certains pays, on marie des enfants de huit ans à des quadragénaires. C'est de la pédophilie ! Cette tradition doit disparaître.

L'excision est une autre tradition dont sont victimes les filles en Afrique. Comment faire évoluer les mentalités dans ce domaine?

L'excision fait, elle aussi, partie des traditions néfastes qui empêchent l'Afrique d'évoluer. Elle doit être éradiquée. Contrairement à une idée largement répandue, ce ne sont pas seulement les hommes qui la perpétuent, mais également les exciseuses, à qui elle procure un revenu et un statut social. Il s'agit donc de sensibiliser ces femmes et de les aider à se recy-

cler dans d'autres activités, en leur accordant des microcrédits par exemple. Si l'une après l'autre, les exciseuses changent de métier, cette coutume va disparaître. Les parents réfractaires ne trouveront plus personne pour mutiler leurs filles.

Votre popularité vous confère une certaine influence sur les jeunes en Afrique. Quel message leur adressez-vous?

Je parle souvent avec des jeunes. Ils me disent leur désarroi face à un avenir bouché. Ils ont envie de faire quelque chose de leur vie, mais se heurtent au manque de volonté politique de gouvernements qui se moquent du bien-être de la population. On ne peut pas reprocher à ces jeunes de se décourager et de vouloir émigrer, mais ils le font



Guéray Uutunok/lat

«En Afrique, la corruption constitue un frein au développement.»



souvent au péril de leur vie. Je les encourage à être actifs dans leur propre pays, à faire pression sur les autorités pour obtenir des changements structurels et législatifs. Ma crainte, c'est que leurs frustrations dégénèrent en violences. Des jeunes désespérés sont des proies faciles pour les intégristes musulmans qui veulent déstabiliser le monde.

Que faire pour prévenir une telle évolution?

Il faudrait mettre les jeunes en garde contre le terrorisme, leur expliquer qu'Oussama Ben Laden ne se bat certainement pas pour leur assurer une vie meilleure. Hélas, ni les pays occidentaux, ni les gouvernements locaux ne font le moindre effort d'information sur ce thème. De manière générale, c'est là un problème crucial en Afrique: l'information ne circule pas. Les régimes en place savent qu'il est plus facile de manipuler des analphabètes que des individus éduqués et informés. Nous ne connaissons même pas notre propre histoire. J'ai grandi au Bénin en ignorant presque tout de l'apartheid. Quant à l'escla-

vage, j'ai appris son existence à neuf ans en voyant une photo de Jimi Hendrix. J'ai demandé à ma grand-mère d'où venait ce Noir qui ne parlait pas comme les Africains. La génération actuelle ne connaît rien de l'esclavage.

Faut-il relancer le débat sur ce thème? Êtes-vous favorable aux réparations?

Il n'y a jamais eu de débat sur l'esclavage. Au contraire, un travail d'amnésie a été fait sciemment. Nous n'avancerons pas tant que nous n'aurons pas vraiment abordé la question. Quant à la logique des réparations, je n'y souscris pas. Aucune somme d'argent ne peut effacer une telle abomination. En revanche, il importe de lutter contre les séquelles de la traite négrière. Aujourd'hui encore, des Noirs sont considérés comme des citoyens de seconde zone dans les pays où leurs ancêtres ont été importés. Il faut également prévenir la résurgence de pratiques esclavagistes. Tout pays qui serait tenté d'y recourir – comme ce fut le cas de la Mauritanie – doit savoir

qu'il sera mis au ban de la communauté internationale.

Pour terminer, que pensez-vous de l'aide à l'Afrique? Certains y voient un gaspillage, relevant que la pauvreté ne recule pas.

On est obligé de reconnaître qu'elle n'a pas donné beaucoup de résultats jusqu'ici. Une bonne partie des fonds ont abouti sur des comptes privés. En Afrique, la corruption constitue un frein au développement. Comme il n'est pas possible de l'éradiquer, les donateurs devraient établir de meilleurs critères de transparence et reconnaître également la part de responsabilité des compagnies occidentales qui participent à la corruption. Il convient de mieux encadrer l'aide internationale. Les sommes consacrées à des projets de développement doivent être soumises à un contrôle très strict. Et les gouvernements bénéficiaires doivent savoir que s'ils n'apportent pas la preuve de réalisations concrètes, les crédits ne seront pas renouvelés. ■

Angélique Kidjo est née en 1960 à Ouidah, au Bénin, dans une famille de neuf enfants. Dès l'âge de six ans, elle fait partie de la troupe de théâtre dirigée par sa mère. Adolescente, elle chante dans le groupe de musique de ses frères, puis dans celui de son lycée. Son premier disque, *Pretty*, la fait connaître dans toute l'Afrique de l'Ouest. À 23 ans, Angélique Kidjo s'installe à Paris. Elle devient la chanteuse du groupe allemand Pili-Pili, avec lequel elle enregistre plusieurs albums. En 1988, elle entame une carrière solo. En collaboration avec son mari, le bassiste et compositeur Jean Hébrail, elle produit une dizaine d'albums, dont une trilogie qui explore les racines africaines de la musique des États-Unis (*Oremi*), du Brésil (*Black Ivory Soul*) et des Caraïbes (*Oyaya!*). Le dernier en date, *Djin Djin*, a reçu en mars 2008 le Grammy du meilleur album de world music contemporaine. Établie à New York depuis 1998, Angélique Kidjo chante en français, en anglais et dans plusieurs langues africaines.



Le Caucase du Sud retrouve son cinéma

(jtm) Le projet «Avanti» de la DDC a donné un nouveau souffle à la production de films dans le sud du Caucase. Il a permis de réaliser 47 fictions, documentaires ou courts métrages depuis 2003 en Géorgie, en Arménie et en Azerbaïdjan. La riche tradition cinématographique de ces pays avait pratiquement disparu après l'effondrement de l'Union soviétique. L'État avait cessé d'octroyer des subventions et les capacités institutionnelles s'étaient perdues, alors que les exigences techniques allaient en augmentant. Les films russes et américains dominaient le marché, la production culturelle indigène végétait. C'est alors que la DDC, en collaboration avec la fondation lausannoise Focal, a lancé «Avanti», afin de renforcer l'identité multiculturelle de la région et de redonner corps à la réalisation de films locaux. Un DVD, produit par le projet, contient cinq courts métrages de jeunes cinéastes qui décrivent avec humour et passion les réalités de leur patrie.

«Short films collection from South Caucasus»; versions originales en géorgien, azéri et arménien, sous-titrage en anglais et en russe. Le DVD peut être commandé à la DDC: info@deza.admin.ch. Les cinquante premiers exemplaires sont gratuits.

Films du monde à la montagne

(hel) Les «Weltfilmtage» (journées des films du monde), à Thusis (GR), sont un événe-

ment cinématographique caractérisé par sa taille modeste et sa grande qualité. On y voit des fictions et des documentaires latino-américains, africains, asiatiques et suisses. Outre les découvertes interculturelles à l'écran, les spectateurs ont l'occasion de rencontrer l'un ou l'autre des nombreux réalisateurs présents à Thusis. La 18^e édition des Weltfilmtage, en novembre prochain, recevra notamment l'Équatorienne Tania Hermida, une cinéaste politiquement engagée, qui présentera son premier film de fiction, *Si loin*. Ce road movie, plusieurs fois couronné, raconte le périple d'une touriste espagnole et d'une étudiante équatorienne à la poursuite de leurs rêves. Il a remporté un succès immense en Équateur. Autre invitée: la jeune réalisatrice Ishtar Yasin, avec son premier long métrage, *El Camino*, deux fois primé au Festival international de films de Fribourg. Ce film sur la migration raconte le destin de deux enfants nicaraguayens à la merci d'un monde qui les exploite. Le festival de Thusis accueillera aussi l'Allemand Ulrich Tilgner, journaliste de télévision et réalisateur de films documentaires, qui est aussi un fin connaisseur du Proche-Orient et un champion du dialogue entre les cultures.

Weltfilmtage, Thusis, du 5 au 9 novembre; renseignements et programme: www.kinothusis.ch

Mémoire visuelle du Cambodge

Avant de devenir une destination touristique très prisée, le Cambodge a fait la une des journaux: d'abord la guerre, puis les camps d'extermination et le régime de terreur des Khmers rouges. Une démocratie hésitante fait son chemin dans ce pays depuis 1993 – tel est le contexte du film *Un soir après la*



guerre, réalisé par Rithy Panh: le cinéaste cambodgien y décrit des situations d'après-guerre, de cette période fragile où les gens réapprennent les gestes de la vie quotidienne tout en s'efforçant de surmonter les traumatismes du passé. L'histoire est racontée par une jeune femme qui se souvient aujourd'hui de 1992. Cette année-là, il lui a fallu perdre son amour pour se trouver elle-même. Rithy Panh montre à quel point il est difficile de vivre la paix, après toutes ces années de guerre et de terreur, dans un pays magnifique dont les habitants se sont plus habitués à la mort qu'à la vie. Les films de Rithy Panh «Un soir après la guerre», «Les gens de la rizière» et «Les artistes du théâtre brûlé» sont vendus en DVD, avec un sous-titrage français/allemand; commandes et informations: 056 430 12 30 ou www.trigon-film.org

Le grand bazar

Paito, un garçon de douze ans, vit dans la banlieue de Maputo, la capitale du Mozambique. Un jour, sa mère l'envoie acheter de la farine pour faire des beignets, mais il n'y en a plus au magasin. Alors qu'il essaie de faire un petit bénéfice en vendant des cigarettes à la pièce, un voleur lui dérobe tout le paquet. Paito décide de ne pas rentrer chez lui avant d'avoir récupéré son argent. Il se rend au centre-ville, dans un grand marché qui se transforme la nuit en dortoir pour les vendeurs sans abri. Là, il se lie d'amitié avec Xano, un garçon de son âge. Ensemble, ils inventent mille astuces pour tenter de gagner quelques sous.

service

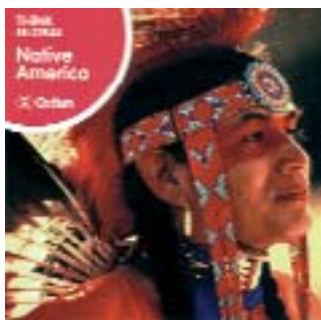


Le semi-documentaire *O grande bazar*, réalisé par Licinio Azevedo, éclaire des aspects très divers de la vie quotidienne au Mozambique. Le spectateur est ébloui par la créativité et l'optimisme dont font preuve les deux protagonistes. Ce film plein de finesse a reçu plusieurs prix, dont celui du meilleur court métrage au Festival international du film de Durban en 2006 et le prix du public au festival Cinémas d'Afrique à Angers en 2007.

Licinio Azevedo : « *Le grand bazar – O grande bazar* », Mozambique 2006, fiction documentaire, DVD, 56 minutes, dès 10 ans ; langues : portugais/allemand ; sous-titres : français/allemand/anglais. Distribution/vente : Éducation et Développement, tél. 021 612 00 81, fed@globaleducation.ch. Informations : Service « Films pour un seul monde », tél. 031 398 20 88, www.filmeeinewelt.ch

Navajos, Iroquois et Cherokees

(er) La musique des Indiens d'Amérique est unique en son genre. Elle reflète sur le mode magique leur vie intérieure – sagesse, spiritualité, amour de la nature. Cette intensité se retrouve dans les traits élégiaques de la flûte de R. Carlos Nakai,



qui planent par-dessus le bruissement d'une pluie d'orage. Ce musicien navajo et d'autres artistes amérindiens sont réunis pour un tour d'horizon méditatif et parfois rockeur. Des voix aux multiples facettes portent des mélodies tantôt rêveuses et tranquilles, tantôt impressionnantes de puissance. On se laisse ainsi séduire par la majesté vocale du trio Walela, formé de femmes cherokees d'une même famille, par le clan familial des Blackfire qui a renoncé ici à son rock punk, par la légendaire Buffy Sainte-Marie, âgée aujourd'hui de 67 ans, ou encore par l'Iroquoise Joanne Shenandoah. Lorsque celle-ci récite au son d'une berceuse le poème qu'elle a dédié à sa grand-mère, on atteint des sommets de raffinement harmonique.

Divers artistes : « *Think Global : Native America* » (World Music Network/Musikvertrieb)

La transafricaine des cordes

(er) L'abréviation 3MA se réfère d'abord à trois pays d'Afrique : le Maroc, Madagascar et le Mali. Le « 3 » indique aussi que ce projet réunit trois musiciens de réputation internationale spécialisés dans des instruments à cordes : le Marocain Driss El Maloumi qui joue de l'oud (luth traditionnel), le Malgache Rajery avec sa valiha (cithare tubulaire en bambou) et le griot malien Ballaké Sissoko, virtuose de la kora (harpe-luth mandingue). Cette rencontre musicale associe les climats respectifs des trois instruments pour brosser un somptueux tableau sonore. Les doigts des artistes courent avec agilité sur les cordes, parfois frappent ou caressent en douceur les corps de résonance : nos oreilles suivent ainsi avec bonheur les délicates envolées de sons perlés, les pulsations de carillonnements limpides sur fond sombre et sourd, et – en prime –



des voix masculines aux inflexions fascinantes. Cette fluidité harmonieuse, chargée par moments d'une émotion intense, est un condensé de tradition africaine et de courants universels fusionnés dans un projet musical bien de notre époque.

Rajery, Ballaké Sissoko et Driss El Maloumi : « *Projet 3MA* » (Contre Jour – Harmonia Mundi/Disques Office)

Purification intérieure

(er) La chanteuse et multi-instrumentiste Sa Dingding crée des sonorités fascinantes qui semblent n'appartenir qu'à elle. Elle puise dans la musique traditionnelle chinoise, utilisant des instruments comme le zheng (cithare à 25 cordes), le violon à cordes en crins de cheval, le tambour ou le gong. Elle associe ces sons aux rythmes de la musique électronique occidentale, de type drum'n'bass, trip hop ou club beats, pour former de ravissants motifs ethnopop d'une délicate complexité. Et voici cette étonnante voix féminine envoûtante par ses métamorphoses : Sa Dingding utilise l'ampleur de



son timbre clair pour tisser un tapis sonore finement ouvragé aux accents parfois mélancoliques ; elle est accompagnée de temps à autre par un chœur de moines aux voix basses. Née d'une mère mongole et d'un père chinois, l'artiste s'amuse en plus à sauter par-dessus les barrières linguistiques : elle chante les morceaux de son album *Alive* en sanskrit, en mandarin, en tibétain et dans une langue de son invention. Le prix World Music Award de la BBC est venu récompenser en 2008 la passion et l'inventivité musicales de cette bouddhiste pratiquante, âgée de 25 ans, qui ouvre en toute sérénité l'accès à sa culture et à la « purification intérieure ». Sa Dingding : « *Alive* » (Wrasse Records/Musikvertrieb)

Le vrai scandale de l'aide

(bf) Des voix critiques remettent régulièrement en question l'efficacité de la coopération au développement. Aujourd'hui, la parole revient à quelqu'un qui ne se contente pas de commentaires superficiels, mais qui s'occupe concrètement de cette problématique depuis de longues années. Peter Niggli est un connaisseur de l'Afrique et a produit plusieurs études sur ce continent. Il est également directeur d'Alliance Sud, la communauté de travail des six grandes œuvres d'entraide suisses. Dans son ouvrage *À qui profite l'aide au développement ? Controverses et nouvelles pistes*, Peter Niggli décrit ce que la coopération est capable de réaliser et ce qui est hors de sa portée, et explique pourquoi il convient d'en accroître les moyens. Il montre en quoi les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) de l'ONU sont utiles. Il dénonce également ce qui constitue le vrai scandale à ses yeux : une part importante des fonds sont instrumentalisés

par les pays donateurs pour la défense de leurs propres intérêts économiques ou de politique étrangère.

Peter Niggli : « À qui profite l'aide au développement? », Édition d'en bas, Lausanne, 2008. Commandes : mail@alliancesud.ch

Photos et BD pour raconter l'Afghanistan

(bf) Fin juillet 1986, le photographe Didier Lefèvre quitte Paris pour le Pakistan. Il y rencontre une équipe de Médecins sans Frontières, qu'il accompagne en Afghanistan où la guerre fait rage entre les Soviétiques et les moudjahidine. Depuis lors, Didier Lefèvre est retourné sept fois dans ce pays « pour retrouver les gens et observer les changements ». Ses photographies et ses souvenirs ont servi de base à un récit autobiographique présenté de manière originale : dans *Le Photographe*, une BD en trois volumes, ses clichés alternent avec les vignettes du dessinateur Emmanuel Guibert. Ce dernier a comblé les vides entre les pho-



tos, racontant les épisodes que Didier Lefèvre n'avait pas pu illustrer. Le tout a été mis en couleur par le graphiste Frédéric Lemerrier. Cette trilogie a remporté un succès inattendu. Traduite en huit langues, elle s'est vendue à plus de 200 000 exemplaires. Didier Lefèvre est mort d'une crise cardiaque en 2007 à l'âge de 50 ans, quelques jours après que *Le Photographe* a été primé par le Festival international de la BD d'Angoulême. Didier Lefèvre, Emmanuel Guibert et Frédéric Lemerrier : « *Le Photographe* », Éditions Dupuis, tome 1 (2003), tome 2 (2004) et tome 3 (2006)

Débats sur l'eau au bord de l'Aar

Manifestations (jtm) La conférence annuelle de la coopération suisse avec l'Europe de l'Est aura lieu le 7 novembre au Landhaus de Soleure, sur les bords de l'Aar. Le thème de l'eau sera au centre de ce Focus 2008. Qu'elle soit destinée à apaiser la soif, à irriguer les cultures ou à produire de l'énergie, l'eau est indispensable à tout processus de développement. Source de vie, elle peut aussi être une cause de conflits lorsque sa distribution se fait mal ou que son exploitation n'est pas organisée de manière efficace et adaptée aux besoins. C'est particulièrement le cas pour des pays comme le Tadjikistan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan, condamnés à dialoguer s'ils veulent assurer un bon usage de leurs ressources en



La Fepro Magazine / laif

eau. Comment améliorer la gestion de l'eau dans le processus de développement de l'Asie centrale? Quel est l'apport du programme suisse en la matière – un élément central de l'action du SECO et de la DDC dans la région? Cette problématique fera l'objet d'exposés, d'ateliers et de documents filmés. Elle sera débattue par des experts d'Asie centrale et suisses. La manifestation est ouverte à toute personne intéressée et l'entrée est libre.

Focus, conférence annuelle de la coopération suisse avec l'Europe de l'Est, le 7 novembre au Landhaus de Soleure

Tout sur les emplois dans la coopération

La coopération internationale s'est beaucoup transformée ces dernières années, ce qui a également modifié le travail du personnel qu'elle emploie : qu'ils soient actifs dans le développement ou l'aide humanitaire, au service d'une organisation onusienne ou d'une ONG, les professionnels de la coopération doivent répondre à des exigences différentes et souvent plus complexes qu'auparavant. Simultanément, on voit s'intensifier la concurrence pour ces emplois convoités, sur un marché du travail qui s'internationalise

de plus en plus. Mais comment ce marché va-t-il évoluer à l'avenir? Quel sera le profil des professionnels? Quelles qualifications seront exigées d'eux? Ces questions seront au centre du programme « Profils des professionnels de demain », lors du Forum cinfo qui se déroulera en septembre à Bienne. Plus de mille personnes – déjà engagées ou candidates – s'y retrouveront pour établir des contacts et échanger des renseignements. Quelque 90 organisations suisses, étrangères ou internationales seront représentées par des stands d'information.

Forum cinfo, le 6 septembre au Palais des Congrès de Bienne ; www.cinfo.ch

Des spécialistes du DFAE viennent à vous

Divers Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à disposition des écoles, des associations et des institutions pour présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets touchant à la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Toutefois, cette prestation ne peut être offerte qu'en Suisse et trente personnes au moins doivent participer à la manifestation.

Service de conférences du DFAE, Service d'information, Palais fédéral ouest, 3003 Berne ;
tél. 031 322 31 53/ 35 80 ;
fax 031 324 90 47/48 ;
info@eda.admin.ch

Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Harry Sivec (responsable)
Catherine Vuffray (coordination globale) (vuc)
Joachim Ahrens (ahj)
Barbara Fournier (for)
Thomas Jenatsch (jtm)

Jean-Philippe Jutzi (juj)
Gabriella Spiri (sga)
Andreas Stauffer (sfx)
Beat Felber (bf)

Rédaction :

Beat Felber (bf-production)
Gabriella Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho : Mermod SA, Lausanne

Impression : Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de : DDC, Médias et communication, 3003 Berne, tél. 031 322 44 12 fax 031 324 13 48 courriel : info@deza.admin.ch www.ddc.admin.ch

860192226

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 53 000

Couverture : delta du Mékong, Viêt-nam ; Hemispheres/laif

ISSN 1661-1675

Dans le prochain numéro :

Depuis la conférence internationale de Monterrey, en 2002, le financement du développement fait l'objet d'un débat mondial. Il prend des formes toujours plus concrètes, qui vont de la mobilisation des ressources nationales dans les pays pauvres au rapatriement des avoirs des potentats, en passant par le commerce international. Notre dossier présente les résultats obtenus jusqu'ici, les nouvelles tendances, les mécanismes innovants et les questions controversées en matière de financement du développement.



Grabka/af